

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 508
Juin-Juillet-Août 2013
50^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DZD, 10 DH, 500 F CFA

DANS CE NUMERO

- Grève générale au Portugal
- Les banlieues prolétariennes de Stockholm explosent
- A propos de la constitution d'un «réseau syndical international»
- Quelle réaction au meurtre de Méric?
- Une nouvelle publication du parti en Espagne: El proletario

Démocratie cybersurveillée

L'affaire Snowden, cet employé des services secrets américains (NSA) qui a révélé l'étendue de l'espionnage informatique auquel se livrent les Etats-Unis, est extrêmement instructive, dans la mesure où elle montre le vrai visage **totalitaire** de la démocratie bourgeoise du vingt et unième siècle.

Les prétentions des Etats-Unis à être les champions des «droits de l'homme» et de la «liberté» dans le monde et à l'intérieur de leurs frontières sont sans aucun doute passablement écornés depuis bien des décennies; cependant des affaires retentissantes comme celle du Watergate où des organes de presse «courageux» et «indépendants» ont fait éclater la vérité sur les manipulations gouvernementales, provoquant la chute du président qui les avait ordonné (1), seraient la démonstration que, en dépit de toutes ses limitations, la «démocratie» serait bien vivante dans le plus puissant pays capitaliste du monde, au point même d'être un exemple pour d'autres pays plus mal lotis: la liberté de l'information, la liberté de la presse, la liberté de communication, etc. y seraient farouchement respectés, y compris contre les plus hautes autorités, à la différence de ce qui se passe ailleurs, mettons en Chine où la censure surveille l'internet et d'où partent des tentatives d'espionnage électronique du monde entier.

Malheureusement pour les chantres de la démocratie américaine et occidentale, les documents emportés par le «lanceur d'alerte» (whistleblower), comme ses partisans appellent Snowden, démontrent qu'en matière de surveillance et d'espionnage électronique, les Etats-Unis sont, là-aussi, une superpuissance sans égale dans le monde. Par exemple, depuis des années les médias des pays occidentaux sont remplis d'accusations sur l'espionnage électronique d'entreprises ou d'administrations d'autres pays, par les Chinois.

Un professeur américain pouvait ainsi écrire en 2012 que les autorités chinoises avaient mis sur pied «probablement le contrôle le plus sophistiqué du cyberspace», constituant une menace pour les entreprises américaines et provoquant des difficultés à des moteurs de recherche comme Google ou Altavista. Expliquant que «les régimes autoritaires tendent à faire moins de contrôles et de bilans que les démocraties pour prévenir l'abus de pouvoir», il écrivait que les sociétés informatiques chinoises obéissaient ainsi à des règles qui «diffèrent radicalement de celles d'associations professionnelles du secteur du commerce électronique d'Occident» où sont assurées «la protection des droits des consommateurs et des libertés civiles», alors qu'en Chine c'est l'intérêt de l'Etat qui prime (2). Sacré professeur! On a dû

(Suite en page 3)

Massacre de manifestants Islamistes en Egypte La seule voie pour les prolétaires est la lutte indépendante de classe et non la confiance dans l'Armée bourgeoise!

Près de 500 tués en Egypte selon les chiffres officiels (plus de 2000 selon les Frères Musulmans), rétablissement de la loi d'urgence (abrogée en 2012 après avoir été en vigueur pendant 60 ans), déclarations du ministre de l'intérieur selon lesquelles la «sécurité» serait rétablie telle qu'elle existait avant la chute de Moubarak, tel est le premier bilan de la bestiale l'intervention de l'Armée le 14 août. Alors que certains avaient vu dans le renversement du gouvernement Morsi

La destitution du président égyptien Morsi (qui jusqu'au bout se croyait soutenu par les Américains) (1), oecuméniquement bénie par le Patriarche Copte et le Recteur de la Mosquée Al-Azhar, avait été saluée chaleureusement par la bourse du Caire qui s'est envolée de 7% - la plus forte hausse depuis... la victoire électorale de Morsi! C'est la démonstration de la déception des capitalistes devant l'incapacité du gouvernement des Frères Musulmans à résoudre les graves problèmes du pays. Elle a aussi été applaudie bruyamment par l'Arabie Saoudite et les monarchies pétrolières du Golfe, et, discrètement, par Israël. Les premières ont promis sans attendre à l'Egypte, qui en a cruellement besoin, une aide financière de 12 milliards de dollars; quand au second il s'est félicité que l'Armée égyptienne ait remis en place le blocus de la bande de Gaza et il a autorisé le déploiement de troupes égyptiennes dans le Sinaï pour y «rétablir l'ordre».

Après de laborieuses négociations, un gouvernement provisoire avait été formé au Caire; le parti salafite *Al Nour* (extrême-droite islamiste), le deuxième parti au parlement, qui avait rejoint depuis des semaines les opposants aux Frères Musulmans, s'est opposé à la nomination soutenue par les partis laïques du démocrate El Baradei, jugé

trop «laïc», au poste de premier ministre: on avait donc créé pour lui un poste honorifique de «vice-président» (dont il a démissionné après les massacres du 14 août).

Le nouveau gouvernement illustre parfaitement l'orientation des forces qui, sur la vague des manifestations, ont été les auteurs du renversement de Morsi. Soutenu par les partis bourgeois démocrates «de gauche», il comporte, outre des politiciens traditionnels, y compris de l'époque de Moubarak, d'anciens ministres, à commencer par le ministre de la Défense, le général Al Sissi, auteur du coup, et le ministre de l'Intérieur, pourtant dénoncé pour la brutalité de la police qu'il dirige. Le message était clair: la répression et les mesures antisociales demandées par les capitalistes vont continuer et s'accroître. Habilement, les Salafistes n'ont pas voulu participer à ce gouvernement qui ne tardera pas à décevoir les attentes des masses; ils se préparent à détourner l'inévitable mécontentement vers leurs impasses réactionnaires.

Malgré la répression sanglante qu'ils ont subie, les Frères Musulmans paraissent avoir encaissé le choc; ils étaient capables de mobiliser des dizaines de milliers de manifestants au Caire derrière le drapeau de la démocratie bafouée affichant une résistance inattendue aux militaires. Ils

se présentent à la bourgeoisie égyptienne et à l'impérialisme comme un recours possible en cas d'échec, prévisible, du gouvernement actuel. Si les négociations qui se sont déroulées en coulisses entre eux et l'Armée n'ont pas abouti, l'impérialisme poussera à leur reprise, tant les Américains que les Européens redoutent que la sanglante répression militaire ne débouche sur une longue période de troubles (2).

Mais la clé de l'évolution de la situation se trouve dans les réactions ouvrières. Dès le renversement de Morsi, la *Fédération Egyptienne des Syndicats Indépendants* appelait à la fin des grèves, écrivant dans un communiqué que «les héros des grèves doivent devenir les héros du travail et de la production» (3)! Lors de la formation du gouvernement, le président de cette **Fédération de larbins du capitalisme** a été nommé Ministre du Travail...

La FESI s'est constituée après la chute de Moubarak en alternative aux anciens syndicats officiels de la *Fédération Syndicale Egyptienne* honnis par les travailleurs (la FSE existe toujours et elle a évidemment également appelé à suspendre les grèves, pour un an, et appelé les travailleurs à soutenir le nouveau gouvernement). Il ne s'agit

(Suite en page 2)

Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1)

Ecrit en 1945 par Amadeo Bordiga alors que la guerre mondiale n'était pas encore terminée, ce texte dont nous publions ci-dessous de larges extraits parut en 1947 sur *Prometeo*, l'organe théorique du *Partito Comunista Internazionale*, dans la série des *Thèses de la Gauche*. Il s'agissait alors, en faisant le bilan du passé, de travailler à dissiper l'inévitable confusion régnant parmi les militants révolutionnaires après la victoire de la contre-révolution qui avait triomphé en se faisant passer pour «communiste», travail qui déboucha sur une scission d'avec le courant

philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières: il importe maintenant de le transformer» et «De l'arme de la critique, il faut passer à la critique des armes».

La question de la tactique du parti est d'une importance fondamentale et elle doit être abordée en liaison avec l'histoire des luttes de tendances dans la IIe et la IIIe Internationales.

La considérer comme secondaire ou accessoire, ce serait retomber dans l'erreur d'admettre que des groupes d'accord sur la doctrine et le programme peuvent, sans altérer ces bases, défendre et appliquer des orientations différentes dans l'action, ne serait-ce même que momentanément.

Lorsqu'on pose les problèmes relatifs à la nature et à l'action du parti, cela signifie qu'on est passé de l'interprétation critique des processus sociaux à l'étude de l'influence que peut exercer sur eux une force activement agissante. Ce passage constitue le point le plus important et le plus délicat de tout le système marxiste; on le trouve délimité dans ces phrases du jeune Marx: «Les

activiste au début des années 50. La disparition presque complète du mouvement dit stalinien et du faux «camp socialiste» ne pouvait à elle seule faire disparaître cette confusion; l'effort pour transmettre aux futures générations révolutionnaires les leçons des luttes historiques du prolétariat et la signification réelle du communisme est donc aussi nécessaire que jamais. (Ce texte se trouve en intégralité dans le recueil «Défense de la continuité du programme communiste», brochure n°7 de la série «Les textes du parti communiste international»)

veté, nous appelons opportunisme.

Les principes et les doctrines n'existent pas en soi, comme une base établie avant l'action; ils se forment au contraire dans un processus parallèle à celui de l'action. Ce sont leurs intérêts matériels opposés qui jettent les groupes sociaux dans la lutte pratique, et c'est de l'action suscitée par ces intérêts matériels que naît la théorie qui devient le patrimoine caractéristique du parti. Que viennent à changer les rapports d'intérêts, les stimulants et la direction pratique de l'action, et la doctrine du parti sera du même coup modifiée et déformée.

Croire que, du seul fait qu'elle a été codifiée dans un texte programmatique et que l'organisation du parti a été dotée d'un encadrement strict et discipliné, la doctrine du parti est, devenue intangible et sacrée, et

(Suite en page 6)

Massacre en Egypte...

(Suite de la page 1)

en rien d'une organisation indépendante de classe; ses cadres viennent de la FSE et sa constitution a reçu l'aide de l'impérialisme américain par l'intermédiaire de l'AFL-CIO (centrale syndicale régulièrement utilisée par la CIA pour ses activités à l'étranger); les premières pierres en avaient été posées avant même la chute de Moubarak pour tenter de contrôler l'agitation ouvrière.

Mais les appels de la FESI n'ont pas eu le succès escompté. Une nouvelle vague de grèves a éclaté, principalement dans l'industrie textile, mais aussi dans d'autres secteurs. La plupart de ces grèves se mènent en

dehors des syndicats et la méfiance des ouvriers envers les partis politiques existants est soulignée par les journaux égyptiens. Le 31 juillet les travailleurs de l'entreprise textile géante *Misr Spinning*, qui fait un peu office de centre de la lutte ouvrière à Mahalla (nord de l'Egypte), faisaient reculer la direction: au bout de quelques heures de grève elle acceptait de maintenir les congés de l'Aïd et le paiement d'une prime; parmi les revendications il y avait aussi la dissolution du syndicat officiel (FSE) dans l'usine, qui est dirigé par la Sécurité d'Etat. Selon la presse égyptienne les ouvriers agiteraient la menace d'une grève générale contre le nouveau gouvernement, accusé de suivre la même politique anti-ouvrière que Moubarak et Morsi.

La lutte des prolétaires égyptiens con-

tre le capitalisme et toutes les forces bourgeoises qui le défendent, Islamistes, Armée ou autres ne fait que commencer. Cette lutte est celle des prolétaires du monde entier!

15/8/2013

(1) *Le Monde* du 6 juillet a publié un échange de Morsi avec Al Sissi qui lui annonçait son éviction, où le premier croit pouvoir affirmer que les Américains ne toléreraient pas son renversement. Et quand Morsi dit au général que c'est lui qui l'a nommé et qu'il peut le révoquer, Al Sissi répond que c'était en réalité l'Armée qui l'avait désigné. cf http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/07/06/egypte-un-coup-d-etat-prepare-a-l-avance-par-les-militaires_3443524_3212.html.

(2) Les Etats-Unis étaient inévitablement

au courant du coup d'Etat en préparation et ils lui ont donné le feu vert en laissant tomber Morsi; ils exerçaient cependant publiquement des pressions sur les militaires (suspension de certaines livraisons d'armes) pour favoriser des négociations avec les Frères Musulmans. Le quotidien de la finance américaine, le *Wall Street Journal*, parlait sans rire dans son n° du 29/7 d'une «différence philosophique» entre Washington et Le Caire sur la façon de traiter ces derniers; en fait de philosophie, il s'agit pour les Américains de maintenir leurs contacts avec les Frères de façon à pouvoir si nécessaire jouer cette carte pour défendre la stabilité du pays en même temps que leurs intérêts.

(3) cf <http://english.al-akhbar.com/node/16585>

La destitution du gouvernement Morsi n'est pas une victoire des prolétaires et des masses exploitées égyptiennes

La victoire ne sera obtenue que par la lutte prolétarienne de classe contre le capitalisme !

Après de gigantesques manifestations pacifiques contre le gouvernement Morsi, qui ont rassemblé par millions et millions des manifestants dans toute l'Egypte, l'armée a renversé le gouvernement, arrêté Morsi et des dizaines de dirigeants des Frères Musulmans, fermé leurs chaînes de télévision et supprimé leurs journaux. Un président par intérim a été désigné et il semble que des tractations sont en cours pour nommer un nouveau gouvernement.

Ces événements ont été salués avec enthousiasme par une grande partie de la population, excédée par l'incapacité du gouvernement à améliorer sa situation et par la politique autoritaire réactionnaire des Frères Musulmans. Nombreux sont ceux qui présentent ces événements comme une « victoire du peuple » et la preuve que l'armée a, au fond, obéi aux volontés des masses populaires.

Rien n'est plus faux !

L'Armée n'est intervenue que pour **protéger le capitalisme égyptien**, pour sauver la paix sociale en évitant que le mécontentement généralisé ne débouche sur des affrontements violents et incontrôlables. A plusieurs reprises au cours des dernières semaines les chefs militaires – nommés par le gouvernement Morsi! – ont appelé, sans résultat, le gouvernement à trouver des compromis avec des éléments de l'opposition afin que la crise économique et sociale dans laquelle l'Egypte est plongée ne se transforme pas en crise politique.

Le rassemblement petit-bourgeois «Tamarrod» (1) qui avait organisé une campagne de pétitions pour demander la démission de Morsi avait obtenu en quelques semaines près de 20 millions de signatures : démonstration de l'impopularité du gouvernement, mais aussi de la force des illusions démocratiques et pacifistes. Tamarrod («rébellion») préconisait, non pas bien sûr une révolution sociale, mais la formation d'un gouvernement apolitique de technocrates qui serait capable de résoudre les problèmes économiques du pays. Il n'est donc pas étonnant que Tamarrud se félicite de l'action de l'armée et qu'il se soit rangé derrière la candidature de l'ancien prix Nobel de la paix (en 2005), le bourgeois Mohamed El Baradei, au poste de premier ministre.

Mais les lois du capitalisme sont inflexibles ; quel que soit la tendance politique ou religieuse du gouvernement bourgeois qui succédera au gouvernement Morsi, pour rétablir la santé économique du pays, il n'aura d'autre choix que de leur obéir, c'est-à-dire d'accroître l'exploitation des prolétaires, de réduire les déjà très maigres mesures sociales et de renforcer la répression pour faire passer ces mesures anti-prolétariennes.

Depuis janvier 2011 plus de 4500 usines ont fermé en Egypte (2) et plus d'un million de personnes ont perdu leur emploi ; en dépit des déclarations gouvernementales sur la création prochaine d'emplois, le chômage n'a cessé d'augmenter . 78% des travailleurs n'ont qu'un emploi temporaire et la moitié des 80 millions d'Egyptiens vivent sous le niveau officiel de pauvreté, c'est-à-dire un dollar par jour (3).

L'inflation a atteint officiellement les 13% par an, mais elle est parfois de 40% pour les produits de base. Les coupures régulières de courant électrique et les pénuries d'essence dues aux problèmes économiques de l'Etat aggravent encore les difficultés de la vie quotidienne, y compris pour de larges couches de la petite-bourgeoisie.

A ce tableau rapide il faut ajouter la diminution des investissements étrangers, la chute des recettes du tourisme (qui est toujours l'un des secteurs économiques les plus importants) et même des revenus du canal de Suez, sans oublier l'important déficit budgétaire; tous ces facteurs mettent en péril les finances de l'Egypte alors que celle-ci doit importer de quoi nourrir ses 80 millions d'habitants (l'Egypte est le premier importateur mondial de blé, le pain étant la base de l'alimentation des masses); selon certains économistes la crise économique en Egypte est la plus grave depuis les années trente.

L'appui financier du Qatar étant bien insuffisant, le gouvernement avait demandé de l'aide au FMI; mais celui-ci n'est disposé à accorder ses prêts à faible taux d'intérêt que si l'Etat «remet en ordre» ses finances, en clair s'il diminue ses dépenses et augmente ses rentrées. Concrètement cela signifie supprimer ou réduire drastiquement les subventions aux produits de base qui sont la dépense la plus importante de l'Etat, autrement dit... **affamer les masses pauvres !**

Très conscient qu'une décision de ce type déclencherait presque à coup sûr de violentes émeutes (comme cela avait été le cas en 1977 où des dizaines de personnes avaient été tuées par la répression), le gouvernement Morsi a hésité jusqu'au bout...

Dans cette grave situation, il semble que dès ce printemps, des capitalistes faisaient pression pour une prise du pouvoir par l'armée – ce que les chefs de celle-ci refusaient alors (4).

Mais si le gouvernement Morsi avait hésité à suivre les recommandations antisociales du FMI, il ne les avait pas attendues pour mener une politique répressive anti-ouvrière et jeter les bases de son aggravation.

Une loi sur les libertés syndicales qui, rédigée peu après la chute de Moubarak, accordait d'assez larges facilités de lutte et d'organisation aux ouvriers, n'a jamais été promulguée en raison de l'opposition des militaires; la nouvelle loi en préparation par le gouvernement Morsi prévoyait différentes mesures pour enrégimenter les nouveaux syndicats qui se sont créés ces derniers temps (autorisation préalable pour créer un syndicat, contrôle de leurs finances, interdiction du pluralisme syndical – ce qui signifie reconnaissance du monopole du vieux syndicat d'Etat, etc.).

Mais avant même cette loi, les licenciements et les arrestations de prolétaires qui tentent de s'organiser et de lutter contre les capitalistes, la criminalisation des grèves, les violations continuelles des droits des travailleurs internationalement reconnus ont fait de l' Egypte un

«enfer pour les ouvriers» selon la très bourgeoise OIT (5)!

Cependant si l'organisation onusienne s'indignait, ce n'est pas par solidarité avec les ouvriers, mais parce qu'elle redoutait que la politique gouvernementale ouvertement anti-prolétarienne entraîne des luttes, alors qu'elle préconise une démocratie politique de collaboration des classes censée les prévenir.

Et c'est bien ce qui s'est passé !

Selon l'*International Development Center* (une ONG égyptienne indépendante), au cours des 6 premiers mois de 2013 l'Egypte a connu le plus grand nombre de « protestations » sociales dans le monde: 5544, le mois de mai étant le plus chaud avec près de deux «protestations» par heure et le plus «violent»!

La définition de ces «protestations» n'est pas très claire, il ne s'agit semble-t-il pas toujours de grèves; mais les deux-tiers de ces «protestations» qui peuvent être des manifestations, des marches ou même des attaques de bâtiments officiels, étaient liés aux conditions de travail, aux revendications sociales et aux déficiences des services publics, bref étaient de nature prolétariennes (6).

Bien qu'il n'y ait pas d'informations complètes, il semble que le mois de juin avait vu une poursuite de cette vague de protestations, avant même les gigantesques manifestations anti-Frères Musulmans de la fin du mois où les prolétaires ont participé en masse; on peut en trouver un indice dans l'agitation ouvrière dans les centres textiles du nord, notamment dans la gigantesque usine Misr Spinning de Mahalla où des milliers d'ouvriers manifestaient contre le gouvernement des Frères Musulmans et pour leurs revendications propres (7).

La chute du gouvernement Morsi après les manifestations monstres des derniers jours vont inévitablement redonner vie aux illusions sur la fraternelle union entre les classes et la bonté de l'appareil militaire et étatique, qui s'étaient dissipées sous le gouvernement des Frères Musulmans: c'est un atout que la bourgeoisie égyptienne va s'empresser d'utiliser pour calmer les prolétaires. Mais la réalité de la crise capitaliste se chargera de dissiper toutes ces illusions.

Les faits démontreront aux prolétaires d'Egypte que leur véritable ennemi, ce n'est pas seulement le régime des Frères Musulmans, après celui de Moubarak : c'est le **système capitaliste** tout entier ; ils démontreront que contre cet ennemi il est impossible de compter sur le soutien des **autres classes**, sur les petits-bourgeois et bourgeois laïcs, parce que eux aussi vivent de leur **exploitation**; ni sur celui de l'armée et de l'Etat bourgeois dont la fonction ultime est de **maintenir cette exploitation capitaliste**. Les seuls alliés des prolétaires, ce sont **les prolétaires et les exploités de tout le pays**, et de **tous les pays**.

Les faits leur démontreront aussi qu'il n'est pas possible de se défendre et de lutter contre cet ennemi mortel, contre les capitalistes et leur Etat, à coup de pétitions ou de manifestations pacifiques: seule la lutte prolétarienne de classe, la **lutte révolutionnaire** pour abattre l'Etat bourgeois et instaurer sur ses ruines le pouvoir dictatorial des exploités pourra en finir définitivement avec le capitalisme et tous les régimes bourgeois qui se succèdent continuellement.

Et pour mener cette lutte, la condition nécessaire est l'organisation de classe indépendante, aussi bien sur le plan de la lutte « immédiate » et « économique » (**organisation syndicale de classe**) que sur le plan politique plus général (**parti de classe**) ; de futures batailles attendent les prolétaires d'Egypte comme ceux du monde entier, il dépendra de la capacité des uns et des autres à renouer avec la perspective historique de l'émancipation prolétarienne, le **programme communiste** synthétisant les leçons des grandes batailles internationales de la classe ouvrière, que ces luttes soient victorieuses.

7/07/2013

(1) Selon *Le Monde* (17/7/7), les gentils jeunes gens de Tamarrod ont rapidement bénéficié du soutien d'un milliardaire des télécoms, d'un patron d'une entreprise de BTP qui a financé la fabrication des millions de pétitions, etc. L'un des dirigeants du rassemblement déclare sans fard: nous avons réconcilié «les *foulouls* [les partisans de Moubarak] et les *révolutionnaires*» (...) «la réforme ça viendra après». Et dire qu'il y a des soi-disant révolutionnaires qui prennent Tamarrod pour un mouvement révolutionnaire!

(2) cf <http://www.egyptindependent.com/news/rise-factory-closures-reflects-egypt-s-compound-economic-malaises>

(3) cf <http://www.csmonitor.com/Commentary/the-monitors-view/2013/0705/Why-Egypt-now-deserves-world-s-help>

(4) Le général Al Sissi déclarait en mai qu'une prise du pouvoir par l'armée ne pouvait résoudre les problèmes cf <http://www.isj.org.uk/index.php?id=904&issue=139#139marfleet37>

(5) cf <http://hebdo.ahram.org.eg/NewsContent/979/10/124/3002/LEgypte,-un-enfer-pour-les-ouvriers.aspx>

(6) <http://www.egyptindependent.com/news/report-egypt-averaged-two-protests-hour-may>

(7) Ces revendications donnent une idée de la situation ouvrière: augmentation immédiate du salaire minimum, augmentation de l'allocation de nourriture, obtention du statut de travailleur permanent après 20 ans de travail, prime de transport, reconnaissance du statut des travailleuses qualifiées, etc. cf <http://menasolidaritynetwork.com/2013/06/28/egypt-mahalla-workers-join-rebellion-reject-privatisation-plans/>

Démocratie cybersurveillée

(Suite de la page 1)

bien rire au siège de la NSA – sauf si c'est là que cet article en réalité a été rédigé...

Au début du mois de juin de cette année, le gouvernement chinois répliquait aux accusations en affirmant détenir des «*montagnes de données*» sur l'espionnage électronique américain en Chine, mais personne ne donnait aucune crédibilité à ces affirmations. Pourtant, les Etats-Unis ont mis sur pied un système massif d'espionnage et de surveillance de l'internet qui laisse très loin derrière celui des autres pays et en particulier de la Chine: les dossiers de Snowden montrent que l'espionnage électronique américain en Chine touchait jusqu'aux plus prestigieuses et plus fermées universités où sont formés les futurs dirigeants du pays (3).

Toutes les grandes entreprises américaines du secteur de l'internet collaborent avec les services de surveillance, foulant au pied leurs affirmations publicitaires de préservation de la vie privée et de confidentialité des correspondances de leurs utilisateurs: Google, Yahoo, Microsoft, Facebook, Paltalk, Skype, Youtube, AOL, Apple ou Cisco (leader mondial dans la téléphonie sur réseaux IP, routeurs, etc.) sont nommément cités pour leur collaboration à l'interception des communications, y compris au delà des frontières américaines. La NSA utilise divers programmes électroniques pour obtenir une collecte massive des communications électroniques, ce qu'elle appelle les «*métadonnées*».

En moyenne au cours du mois de décembre dernier, la NSA américaine, dans le cadre de son programme «*Informateur illimité*», interceptait quotidiennement en Allemagne environ 15 millions de communications téléphoniques et 10 millions de communications internet (certains jours de pointe cela pouvait s'élever à 60 millions de communications)!

Pendant la même période, le nombre global de communications interceptées quotidiennement par la NSA tournait autour de 4 millions en Italie, 3 millions en France, entre 2 et 4 millions en Pologne, 2 millions en Espagne, etc. L'importance particulière de l'Allemagne tient non seulement à ce qu'elle est la première puissance européenne, mais aussi à ce qu'elle est un centre internet très important au niveau international à partir duquel il est possible de suivre les communications dans d'autres pays, du Mali à la Syrie en passant par l'Europe de l'Est.

En général les métadonnées ne comportent pas le contenu, mais le **contenant** des messages: adresses IP, n° de téléphone, liens entre correspondants, langue du message, utilisation de telle ou telle fonctionnalité (par exemple *google maps*), etc., ce qui est jugé suffisant par la NSA. Mais il existe aussi la possibilité d'enregistrer la teneur de la totalité des messages pendant quelques jours, afin d'avoir ensuite le temps de les traiter. Bien entendu une telle quantité d'informations ne peut être entièrement analysée; des moteurs de recherche font un tri automatique suivant des critères choisis à volonté et à partir de ce tri, il est possible de suivre individuellement les personnes dignes d'intérêts pour les services de police.

Les Etats européens, ou certains d'entre eux, font partie des «*cibles à attaquer*» selon la NSA (un document de septembre 2010 répertoriait 38 «*cibles*» parmi les représentations étrangères à Washington et à New-York: non seulement des adversaires traditionnels des Etats-Unis, mais aussi les ambassades de France, d'Italie, de Grèce, du Japon, de Corée du Sud, du Mexique, etc.) et un système particulier d'espionnage cible les institutions européennes à Bruxelles (à partir des installations de l'OTAN) et à New-York.

Tous les pays sont potentiellement des cibles pour les Américains, à l'exception d'une poignée avec qui existe un traité de collaboration dit des «*5 yeux*»: l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et la Grande-Bretagne. C'est ainsi que Snowden a révélé que les services secrets britanniques ont installé des liaisons directes sur les câbles transatlantiques Grande-Bretagne - Etats-

Unis par lesquels transite une grande partie du trafic électronique entre l'Europe et l'Amérique pour procéder sans difficultés aux interceptions voulues; ou que lors du dernier «*G8*» tenu en Grande Bretagne ils avaient monté un faux cyber-café pour espionner les communications des membres des délégations étrangères, tandis qu'ils interceptaient les communications «*cryptées*» des téléphones portables de leurs dirigeants; les données étaient ensuite communiquées aux services américains...

DERRIÈRE LE MASQUE DÉMOCRATIQUE LE TOTALITARISME DE LA DOMINATION BOURGEOISE

L'espionnage, y compris entre Etats «*alliés*», n'est évidemment pas nouveau; mais la nouveauté tient aux possibilités énormes que l'informatique et les réseaux électroniques donnent aux grands Etats, et surtout au plus grand d'entre eux, pour non seulement espionner les autres Etats, mais aussi pour contrôler l'activité de leurs propres populations.

A l'époque de la démocratie libérale, l'**inviolabilité de la correspondance** faisait partie de ces principes - qui étaient évidemment régulièrement battus en brèche par la police - mais dont le professeur cité plus haut vantait encore l'existence dans les pays occidentaux; aujourd'hui le principe non proclamé mais bien réel est l'**interception de la correspondance**!

Tout en maintenant une façade libérale, la démocratie moderne a poussé le contrôle et la surveillance à des niveaux inconnus du totalitarisme fasciste dont elle a hérité la tendance à la centralisation.

Pour rassurer la population américaine lorsque le scandale Snowden a éclaté, le président Obama a affirmé que la NSA n'agissait que dans les pays étrangers et que dans le cadre de la «*lutte anti-terroriste*».

Mais les documents montrent le contraire; rien que pour le mois de mars dernier, la NSA a intercepté 3 milliards d'«*informations*» sur les ordinateurs et les réseaux informatiques américains (contre, il est vrai, 14 milliards en Iran, 13,5 au Pakistan, 12,7 en Jordanie, 7,6 en Egypte et 6 en Inde, pour un total de 97 milliards dans le monde entier).

La surveillance des mails aux Etats-Unis aurait commencé il y a une dizaine d'années, après les attentats du 11 septembre; mais un nouveau système, beaucoup plus performant, est entré en fonction en décembre de l'année dernière: il arriverait à filtrer et à analyser quasiment en temps réel plus de 75% du trafic internet. A la suite d'une décision secrète prise au mois d'avril, la société Verizon, le plus important opérateur de téléphones mobiles américain avec plus de cent millions de clients, fournit chaque jour à la NSA la totalité des données téléphoniques de ces derniers!

Mais les services de surveillance du courrier traditionnel sont toujours efficacement en vigueur, comme on l'a récemment découvert par hasard (4); au programme, vieux de plus d'un siècle, de surveillance par les postiers du courrier de personnes suspectées (ce qui représente des dizaines de milliers de courriers par an), s'est ajouté depuis une dizaine d'années un programme automatique plus moderne: la photographie des enveloppes de **toutes** les lettres et paquets distribués par la poste, soit 160 millions de lettres et paquets!

On comprend qu'après ces révélations, Obama ait eu un peu de mal, lors de sa conférence de presse de début août, à convaincre que la NSA et les autres agences de renseignement américain, ne visait que les «*terroristes*» et que les programmes de renseignement allaient devenir «*plus transparents*»: l'administration démocrate d'Obama a en fait accru et intensifié à grande échelle toutes ces pratiques!

Les gouvernements européens ont publiquement manifesté leur indignation face à l'espionnage massif américain - surtout parce qu'il est d'abord économique! Le gouvernement français a demandé le report des négociations commerciales transatlantiques en cours (les négociateurs européens ayant

été espionnés) en attendant des «*éclaircissements*» des autorités US; le gouvernement allemand a déclaré qu'il s'agissait de «*pratiques dignes de la guerre froide*» qui étaient intolérables entre alliés, etc.

Mais ils ont tous refusé d'accorder l'asile politique à celui qui avait révélé qu'ils étaient victimes de cet espionnage; et après quelques jours les négociations commerciales ont continué comme avant, sans «*éclaircissements*» américains. Et quand les Etats-Unis les ont averti que Snowden pouvait se trouver dans l'avion présidentiel bolivien, les autorités françaises (suivies par l'Espagne, l'Italie et le Portugal) ont immédiatement interdit le survol de leur territoire, en contravention avec les conventions diplomatiques internationales...

C'est une lourde erreur d'expliquer le comportement des gouvernements européens par leur «*manque de courage*» ou leur «*servilité*» devant les Etats-Unis. Un quotidien américain écrit que «*les autorités américaines ont averti en privé les autorités françaises à prendre garde à ne pas parler avec trop d'indignation de l'espionnage américain étant donné que les grands pays européens comme la France espionnaient eux aussi, et pas seulement leurs ennemis*» (5).

Tous les grands pays européens se livrent en effet à l'espionnage, mais aussi à la surveillance et au contrôle de leurs populations. *Le Monde* du 5/7 a détaillé l'existence d'un «*système clandestin*» en France similaire à celui américain, grâce auquel la DGSE (les services secrets français), «*collecte les relevés téléphoniques de millions d'abonnés (...). Même chose pour les mails (avec possibilité de lire l'objet du courrier), les SMS, les fax... Et toute l'activité internet qui passe par Google, Facebook, Apple, Yahoo...*» (6). En Allemagne, les services secrets travaillent main dans la main avec leurs homologues américains pour contrôler les communications, d'après les révélations de Snowden. En Grande-Bretagne *British Telecom, Vodafone, Verizon* et d'autres compagnies téléphoniques espionnent secrètement leurs usagers pour le compte de la police, etc. et les autres pays ne doivent pas être en reste. Tous les grands Etats font ce que fait l'Etat américain (avec des moyens plus faibles), et tous sont donc également hostiles aux révélations montrant au grand jour cette réalité qui met à mal le grand **mensonge démocratique**. La Russie a fini par accepter d'accorder «*provisoirement*» l'asile politique à Snowden, mais à la condition qu'il cesse ses révélations sur les agissements de la NSA. *The Washington Post*, le grand journal qui avait mené le combat pour faire éclater la vérité sur l'affaire du Watergate, avait refusé de publier les informations que lui avait naïvement proposé le «*lanceur d'alerte*»; c'est qu'il ne s'agissait plus comme alors de s'opposer à un gouvernement responsable d'une grave crise politique, mais de jeter un peu de lumière sur les rouages

secrets de la démocratie.

Démocrates ou autoritaires, et même s'ils sont rivaux et concurrents, tous les Etats et les classes bourgeoises sont **complices** et **solidaires** face aux populations, en dernière analyse, face aux prolétaires, qu'ils s'efforcent de maintenir dans l'ignorance, de duper par la propagande et de mener par le bout du nez.

Il ne sert à rien de gémir sur les violations des libertés, sur la démocratie bafouée, sur les ingérences de l'Etat dans la vie des «*citoyens*» - Etat que par ailleurs on appelle à la rescousse pour protéger ces mêmes citoyens des excès du capitalisme!

La puissance de cet Etat et de l'ordre social dont il est le pilier armé n'est pas éternelle; la débauche de moyens de surveillance et de contrôle qu'il met en oeuvre s'explique par la gravité des tensions qui s'accumulent dans la société, rendant toujours plus précaire l'équilibre social et provoquant périodiquement des explosions. Aucun de ces moyens ne pourra à la longue empêcher le retour de la lutte de classe anticapitaliste.

Mais celle-ci ne pourra déboucher sur la lutte finale que lorsque, rejetant définitivement les illusions réformistes, légalistes et pacifistes de la mensongère démocratie bourgeoise, les prolétaires dirigés par leur parti de classe, opposeront à la centralisation et au totalitarisme bourgeois, la **centralisation** et le **totalitarisme révolutionnaire**: la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature prolétarienne internationale pour liquider le capitalisme.

(1) En vue des futures élections présidentielles qu'il abordait en position difficile, le président Nixon avait fait placer des micros dans l'immeuble du Watergate où devait se tenir la Convention du parti démocrate. Après l'éclatement du scandale, Nixon fut finalement contraint de démissionner sous la pression de l'opposition démocrate.

(2) cf <http://www.erudit.org/revue/telescope/2012/v18/n1-2/1009262ar.html>

(3) Toutes les informations qui suivent sont tirées d'articles du *Guardian* britannique et du *Spiegel* allemand consultables en anglais sur leurs sites internet: www.theguardian.com et www.spiegel.de.

La presse française est restée beaucoup plus discrète sur cette affaire.

(4) *New York Times*, 3/7/13

(5) *International Herald Tribune*, 5/7/13

(6) *Le Monde* écrit que «*la France a faiblement protesté (par rapport aux révélations de Snowden). Pour 2 excellentes raisons. Paris était déjà au courant. Et fait la même chose*». Ces informations n'ont guère suscité d'écho, le gouvernement PS-Verts s'empressant d'étouffer l'affaire.

Une nouvelle fois il a de toutes ses forces parfaitement servi les intérêts bourgeois.

GRÈVE GÉNÉRALE AU PORTUGAL

Les deux centrales syndicales les plus importantes du Portugal ont lancé un appel à une grève générale pour le 27 juin aux travailleurs du public comme à ceux du privé avec l'objectif de la démission du gouvernement de Passos Coelho. C'est la troisième grève convoquée en deux ans, depuis l'accession au pouvoir du président qui appartient au Parti Social Démocrate; elle s'ajoute aux mobilisations qui ont eu lieu au cours des derniers mois à la suite de la brutale détérioration des conditions d'existence de la classe ouvrière et des mesures d'austérité que le gouvernement du PSD, continuant la politique des gouvernements précédents, a imposé pour résoudre la dite crise de l'endettement qui frappe l'économie nationale.

Les chiffres sur la situation économique du Portugal sont sans appel. Si en 2009 le Produit Intérieur Brut avait diminué de 2,9%, cette tendance ne s'est pas modifiée depuis. La prévision pour 2013 est une baisse de 2,3% mais il est probable que la réalité sera pire. Les prix n'ont fait qu'augmenter au cours des années selon les chiffres officiels (4% sur un an). Ces chiffres servent d'indicateurs pour comprendre les dimensions réelles de la crise économique qui affecte le Portugal comme le reste des pays du monde capitaliste.

Le PIB qui est une mesure tant de l'utilisation des moyens économiques que de la production elle-même, enregistre une chute de pratiquement tous les secteurs importants de l'économie (à l'exception de l'économie souterraine); cette baisse de la production

causée par l'impossibilité d'obtenir des profits suffisants pour la production des biens et des services, est une baisse générale du taux de profit provoquée par la concurrence entre entreprises capitalistes qui cherchent à écouler leurs marchandises toujours plus chères sur un marché incapable de les absorber.

Le cycle de la valeur ne se réalise pas, il y a une crise de surproduction qui est à l'origine, au Portugal comme dans le monde entier, des convulsions économiques que la bourgeoisie essaye d'expliquer par des visions partielles et conjoncturelles (crise de «*spéculation*», d'endettement, etc.).

De son côté, la hausse des prix continue

(Suite en page 4)

GRÈVE GÉNÉRALE AU PORTUGAL

(Suite de la page 3)

sur sa lancée ouverte par la crise de surproduction et multiplie ses effets. S'il y a eu ces dernières années une augmentation considérable des prix à la consommation, c'est parce que les capitalistes entendaient bien maintenir leurs profits sur les marchandises produites. Mais la phase suivante de la crise, qui semble-t-il a déjà commencé selon les statistiques des prix à la consommation, voit une baisse des prix des marchandises qui n'arrivent plus à s'écouler sur le marché. Arrivé à ce point la rétraction de l'économie est imparable, la chômage augmente vertigineusement et les salaires se réduisent de façon encore plus importante que ne baissent les prix.

La crise ne peut être conjurée par aucun perfectionnement des contrôles économiques, à l'échelle nationale ou internationale, elle ne peut être surmontée par une meilleure gestion des ressources nationales. Selon les paroles du Manifeste du parti Communiste :

« Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise.

Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ?

Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein.

- Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ?

D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens.

A quoi cela aboutit-il ?

A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir.»

C'est là le sort de l'économie portugaise et du prolétariat portugais qui, comme partout où règne le régime bourgeois basé sur la propriété privée et le travail salarié, sert de main d'œuvre à exploiter sauvagement quand les affaires marchent comme il faut, et n'est plus qu'une marchandise inutile à jeter au rebut quand les intérêts de l'économie nationale qui nécessitent une extorsion de plus-value toujours plus intense, l'exigent.

Depuis le début de la crise les conditions d'existence du prolétariat se sont inexorablement aggravées. Aujourd'hui le taux de chômage est officiellement de 16%, considérablement plus élevé qu'il ne l'était avant 2008 ; il faut en outre tenir compte que ces statistiques sont systématiquement falsifiées. Mais il y a des faits encore plus significatifs : selon

les informations des organismes d'assistance sociale, le cinquième de la population est au dessous du seuil de pauvreté ; le gouvernement lui-même reconnaît que 10 000 enfants ne se nourrissent que grâce aux repas fournis dans les écoles ; le métro a laissé des stations ouvertes pour que puissent y passer la nuit ceux qui n'ont plus de logement...

Dans cette situation quelle solution offre la bourgeoisie portugaise à un prolétariat toujours plus misérable ?

Les dernières mesures prises par le gouvernement de Passos Coelho, qui lui ont valu une nouvelle aide du FMI parlent d'elles-mêmes : supprimer 30.000 postes de travail dans le secteur public (plus de 5% des emplois), reculer à 66 ans l'âge minimum de la retraite, augmenter la durée de travail de 35 à 40 heures par semaine et diminuer les pensions. A ceci il faut ajouter les baisses de salaire qui se sont succédées dans le secteur privé, la baisse des indemnités de chômage décidée l'année dernière ou la liquidation des rares prestations sociales qui subsistaient encore et qui permettaient difficilement de survivre.

La bourgeoisie est tout à fait consciente de ce que son existence dépend de l'exploitation du prolétariat et elle œuvre en permanence à développer cette exploitation et à lui donner le cadre institutionnel, juridique et légal adéquat pour la gérer. Elle réduit les salaires pour conserver ses bénéfices, elle coupe les prestations sociales pour récupérer à son profit quelques - maigres - ressources qui allaient hier aux prolétaires. Bref, la bourgeoisie lutte contre le prolétariat, le réduit à des conditions de vie toujours plus misérables et cherche par tous les moyens de lui faire accepter tous les sacrifices qui peuvent lui être utiles.

Mais cela lui serait impossible si elle ne pouvait pas compter sur de fidèles alliés qui lui permettent de maintenir sa domination politique sur les travailleurs. L'opportunisme politique et syndical, représenté par les partis politiques soi-disant communiste et socialiste qui ont mis au centre de leur programme la défense du pays, et par les syndicats jaunes qui se chargent de subordonner les nécessités des travailleurs aux exigences des entreprises et de l'économie nationale, joue un rôle vital pour imposer aux prolétaires le respect de l'intérêt national et l'acceptation des sacrifices, indispensables à la bonne marche de l'économie.

Les forces opportunistes agissent pour contrôler les tensions sociales qui naissent des terribles conditions prolétariennes en essayant de faire passer une politique interclassiste renforçant l'illusion qu'il existe une solution en dehors de la lutte de classe. Elles lancent des appels à faire confiance à la démocratie, à un changement de gouvernement, à l'acceptation des sacrifices en contrepartie de quelques compensations ; et quand ces fausses solutions ne suffisent pas pour contrôler les prolétaires, elles les organisent et les mobilisent en défense de l'économie nationale et pour une politique nationaliste censée résoudre la crise, en appelant à des grèves partielles destinées à échouer ou des grèves générales limitées à une journée et avec un préavis de plusieurs mois de façon à ce qu'elles ne provoquent aucun tort aux intérêts bourgeois.

Bref, les forces opportunistes éloignent les prolétaires du terrain de la lutte classe contre classe pour les conduire sur le terrain de la conciliation avec leurs ennemis où la défaite est assurée.

C'est ainsi que le principal syndicat du pays, la CGTP, appelle à la grève générale sous le mot d'ordre de la défense de l'héritage de la « révolution des œillets », c'est-à-dire à la défense de l'Etat bourgeois qui a supervisé l'exploitation de la classe ouvrière durant les dernières décennies. Cet Etat, qui est l'appareil grâce auquel la classe bourgeoise exerce sa domination et impose les bestiales conditions de vie dont souffre aujourd'hui le prolétariat, est présenté comme une conquête démocratique des travailleurs en qui il faudrait avoir confiance et qu'il faudrait défendre. En réalité c'est le développement du capitalisme portugais qui a conduit le prolétariat dans la situation où il se trouve aujourd'hui ; la démocratie a

servi du truchement nécessaire pour que les prolétaires fassent confiance à leurs exploités et sacrifient leurs intérêts à la bonne santé du pays.

En effet dans la déclaration qui accompagne l'appel à la grève générale la CGTP affirme :

« les sacrifices imposés aux travailleurs ne serviront à rien » : donc si les sacrifices pouvaient résoudre la crise, ils seraient les bienvenus, et le syndicat les ferait passer coûte que coûte ; la CGT-P explique ce qu'il faudrait faire pour que cela puisse avoir lieu : « Augmenter la production nationale pour créer des emplois et diminuer les importations ; investir dans l'industrialisation pour créer de la richesse (...). Libérer le Portugal des ingérences étrangères qui condamnent le peuple à l'arriération et à la misère ». Ce qui signifie : intensifier l'exploitation du prolétariat portugais (surtout du prolétariat industriel qui devrait supporter tous les efforts pour cette industrialisation), sacrifier ses intérêts de classe au projet nationaliste de la bourgeoisie. Avec ces mots d'ordre le prolétariat est condamné à continuer son interminable chemin de misère et de désespoir.

Mais la CGT-P n'est pas la seule organisation prétendument ouvrière qui cherche à emprisonner la tension prolétarienne dans les filets de la collaboration entre les classes. L'exemple le plus spectaculaire de cette orientation est peut-être donnée par le Parti Communiste Portugais. Sur son journal Avante ! de juin il salue comme un pas en avant le fait que le Conseil du TSD (une organisation autonome réunissant les militants du Parti Social-Démocrate intervenant sur le terrain syndical) ait implicitement approuvé la grève en justifiant les motifs de son organisation et en laissant ses militants libres de participer à un mouvement qui appelle officiellement à la démission du gouvernement de son propre parti !

Nouvelle démonstration de l'invariance de l'opportunisme stalinien, qui s'est toujours efforcé de lier, y compris organisationnellement, les travailleurs à la bourgeoisie dans un front commun en défense de l'intérêt national. Dans le cas présent il prétend suivre une politique anti-gouvernementale en s'appuyant sur le parti au gouvernement, faisant ainsi croire aux travailleurs que ce parti pourrait apporter un changement bénéfique pour eux... à condition qu'ils renoncent à toute lutte réelle...

Le prolétariat portugais est dans la même situation que ses frères de classe de la plupart des pays capitalistes. Il a été habitué pendant des décennies à la collaboration entre les classes, il a sacrifié ses intérêts à l'illusion que la croissance économique est un objectif commun à toutes les composantes de la société - dont il constitue la couche la plus basse. Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui ne peut plus « collaborer ». Et elle le fait comprendre en prenant des mesures qui rompent de fait les liens qu'ils semblaient avoir en commun. Mais l'habitude

de la collaboration de classe ne disparaît pas si facilement chez les prolétaires, surtout quand pèse sur eux la force des organisations qui préconisent la poursuite des politiques interclassistes qui avaient été si utiles à la bourgeoisie.

Et y compris quand, à certains moments, ces organisations (à côté de la CGT-P et le PCP, nous pourrions en citer bien d'autres comme l'UGTP ou le Bloc) peuvent être débordées par la tension sociale, comme c'est arrivé lors des manifestations du 15 septembre ou au mois de mars, la force de l'habitude est telle que les mobilisations vont vers des orientations plus ou moins nationalistes du type « Que la Troïka aille se faire foutre ! » comme s'il fallait lutter contre un adversaire étranger ; mais c'est la bourgeoisie portugaise qui domine le Portugal, et au-delà des diktats du FMI, de la BCE et de la Commission Européenne, elle aura toujours comme objectif l'exploitation des prolétaires !

Pour vaincre, le prolétariat doit prendre sa lutte en main. Et cela signifie rompre avec la politique de collaboration entre les classes de l'opportunisme politique et syndical. Adopter les moyens et les méthodes de classe ce qui, sur le terrain de l'affrontement immédiat, économique, avec la bourgeoisie, implique d'imposer les nécessités de classe à la place de toute revendication d'un intérêt national commun, au moyen de grèves illimitées et sans préavis, de la protection de ces grèves contre les attaques de forces de l'ordre patronal, de la mobilisation pour frapper les intérêts bourgeois.

Mais cet affrontement que le prolétariat devra conduire sur le terrain immédiat ne peut qu'atténuer les conséquences de l'exploitation capitaliste. Pour combattre les causes de celle-ci, la lutte économique n'est pas suffisante. Comme le disait encore le Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels, le prolétariat doit se constituer en classe, donc en parti politique ; car c'est uniquement la lutte politique contre la bourgeoisie qui peut mettre fin à sa domination de classe et ouvrir la voie à la disparition du système capitaliste.

Le parti de classe a été et doit être le parti communiste internationaliste et international, défendant en tout moment les intérêts ultimes et généraux de la classe prolétarienne au-delà de toute situation particulière, luttant pour la liquidation du régime bourgeois par la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat, indispensable à la transformation socialiste de la société, c'est-à-dire au passage de la préhistoire de l'humanité basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme à la société de l'espèce humaine où tout vestige de misère et d'exploitation auront disparu à jamais de la face de la terre.

**Pour la reprise de la lutte de classe !
Pour la défense intransigeante des intérêts du prolétariat et des méthodes et des moyens de la lutte de classe !
Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme !**

Les banlieues prolétariennes de Stockholm explosent contre une société qui plonge dans la misère et le désespoir la majorité de la jeunesse prolétarienne, indigène ou immigrée

L'issue est la lutte révolutionnaire unissant les prolétaires de tout âge, sexe, race et nationalité pour une société humaine contre la société de la marchandise et de l'argent!

Comme en France en 2005, à Londres en 2011, en ce mois de mai 2013 la **colère prolétarienne** a éclaté à Stockholm contre des conditions de vie intolérables. La violence économique et sociale de la bourgeoisie dominante s'accompagne toujours de la répression policière. Les jeunes prolétaires des banlieues françaises, londoniennes ou suédoises ont laissé éclater leur colère accumulée au long d'années de privations, d'humiliations, de discriminations et d'exploitation sauvages. Les émeutes de Stockholm, capitale d'un des pays les plus riches du monde et qui prétend être un modèle d'« égalité » et de « justice sociale », ont révélé là aussi la terrible **réalité capitaliste** d'une société : à peine touchée par une crise

économique qui met en péril les profits colossaux accumulés au cours de longues décennies d'exploitation de prolétaires toujours plus nombreux, elle n'hésite pas à rejeter dans la misère, la marginalité et la clandestinité des masses prolétariennes autrefois attirées par une économie en expansion sur le marché mondial.

L'explosion de rage à la suite des frustrations et de la pauvreté régnant dans les quartiers prolétariens de Stockholm a duré une semaine, et la crainte de la bourgeoisie suédoise était que cette explosion se diffuse aux autres grandes villes du pays. Tout a commencé le 13 mai dernier à Husby, quand un immigré de 69 ans a été tué par la police ; le prétexte était que, armé d'une machette, il

Stockholm ...

aurait menacé les policiers, ce qui est contesté par divers témoignages. A un moment où la température sociale était déjà élevée, cette étincelle a mis le feu aux poudres, rompant un équilibre social ébranlé par des années de politiques d'austérité et de réduction des tant vantées «garanties sociales»: la colère d'une jeunesse prolétarienne marginalisée après avoir cru aux promesses d'un avenir de bien-être et de prospérité, a éclaté.

Husby, Kista, Hagsästra, Skogås, Ragsved sont les noms de quelques uns des quartiers cités dans les chroniques de la révolte qui a incendié l'agglomération de Stockholm et qui a touché aussi Malmö. Cette révolte a frappé par surprise la – selon les autorités – pacifique, tolérante et accueillante Suède; une révolte, en partie réprimée, en partie laissée s'épuiser, qui constitue un véritable signal d'alarme: le chômage des jeunes, dans ce riche et opulent pays, dépasse les 20% selon les chiffres officiels; selon l'*Economist* «seuls 51% des Extra-européens ont un travail contre 84% des Suédois» (*Il Giorno*, 24/5/13). Le premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, a déclaré, à propos des manifestants qui s'affrontaient aux policiers: «ce ne sont pas des victimes du système, seulement des hooligans» (*La Repubblica*, 29/5/13). La plupart des manifestants arrêtés par la police sont des mineurs qui n'ont pas terminé leurs études et sont sans travail; il s'agit en majorité d'enfants de réfugiés afghans, iraniens, somaliens, syriens ou balkaniques qui depuis vingt ans ont cherché refuge dans les pays européens, par ailleurs responsables des guerres ou des affrontements économiques qui ont ravagé leurs pays d'origine.

Que la situation soit explosive y compris dans les pays scandinaves encore épargnés par la colère des jeunes, ce sont les bourgeois eux-même qui le disent et les intellectuels qui depuis des décennies mettent en garde la classe dominante sur les menaces que font courir sur l'équilibre social les discriminations sociales et raciales, même quand elles sont masquées derrière les voiles de la tolérance et les promesses jamais réalisées d'«intégration».

Comment la classe dominante affronte le problème de l'intégration, du chômage, du malaise des jeunes et très jeunes générations prolétariennes ?

Les méthodes utilisées par les bourgeois suédois pour faire face aux problèmes sociaux sont orientés comme partout, en fonction de la **défense de leurs intérêts de classe**. Durant une certaine période ces intérêts peuvent ne pas être imposés par une dictature ouverte et sanglante, mais ils sont **toujours** défendus par la **violence**, même dans les Etats démocratiques et parlementaires. Il peut se faire que par tradition historique et politique, la bourgeoisie suédoise soit plus inclinée à utiliser des moyens économiques et sociaux qui atténuent les contrastes de type racistes, mais le fait est que le profit capitaliste et l'intérêt de classe l'emportent sur tout autre considération.

La véritable lutte ne se livre pas entre «Suédois» et «Extra-européens», mais **entre bourgeois et prolétaires**, même si pour l'idéologie dominante il est évidemment plus commode de mettre en avant le contraste ethnique ou racial plutôt que le contraste de classe.

La véritable peur des bourgeois n'était pas seulement que les émeutes s'étendent aux autres villes suédoises; la véritable crainte est que les prolétaires s'aperçoivent finalement que leurs intérêts immédiats font partie d'intérêts plus vastes, de classe, qui les opposent à la bourgeoisie et qu'ils ne peuvent donc partager avec elle.

La bourgeoisie a réprimé la rage des jeunes pour ramener la société à la «normalité», et elle assure qu'elle s'efforcera de répondre au malaise des jeunes immigrés ou issus de l'immigration.

Mais la **normalité** bourgeoise est précisément la source du malaise social qui frappe le prolétariat et au sein de celui-ci, plus particulièrement les prolétaires immigrés!

Pour la bourgeoisie il est **normal** que les prolétaires soient exploités dans le cadre du travail salarié dont elle tire la plus-value et donc son profit; pour la bourgeoisie il est

normal que les prolétaires soient payés différemment selon la catégorie, le mérite, la spécialisation, l'instruction, l'âge, le sexe, la nationalité, etc., comme il est **normal** qu'ils soient expulsés des entreprises, en difficulté ou non, ou qu'ils se trouvent sans emploi parce que son système économique en crise n'en procure plus.

Pour la bourgeoisie il est **normal** que, s'il n'a pas la nationalité ou la race du pays, un jeune soit discriminé; il est **normal** que le jeune immigré doive chercher une «intégration» qu'il lui faut mériter en démontrant son respect non seulement des lois, mais aussi des habitudes, des coutumes et des traditions du pays où il veut s'établir. Pour la bourgeoisie il est **normal** que la police réprime tout acte, individuel ou collectif, qui remette en cause le processus habituel de la vie quotidienne selon le capitalisme et il est logique qu'elle ne s'interroge pas sur les causes des actes de rébellion contre une vie de misère et de discrimination car celles-ci se trouvent toutes dans le système économique et social capitaliste qu'elle défend par tous les moyens: politiques, législatifs, judiciaires, idéologiques, religieux, sociaux et militaires.

Pour la bourgeoisie il est **normal** que la crise économique de son système frappe avant tout les classes prolétariennes et les couches les plus fragiles de la société, ruinant une partie de la petite bourgeoisie qui constitue un amortisseur social et dont les réactions, y compris violentes ne mettent pas en péril la superstructure ni l'infrastructure de la société capitaliste. Pour la bourgeoisie il est **normal** qu'en période de crise il faille sauver les grandes entreprises, les grands centres financiers, les grandes banques – dont dépendent une bonne partie de l'économie capitaliste, et donc l'accumulation des profits – même si cela signifie, comme cela est démontré depuis des décennies, tailler dans les dépenses publiques, réduction des dépenses sociales (allocations diverses, dépen-

ses de santé, d'instruction, de logements sociaux, etc.), diminution des emplois, augmentation des impôts, etc. Pour la bourgeoisie il est **normal** qu'en cas d'oppositions entre nations et blocs de nations, on puisse aller jusqu'à la guerre, où la «*défense de la patrie*» justifie tous les sacrifices et toutes les mesures politiques et économiques antisociales.

Bref, pour la bourgeoisie **il est normal que ce soit le prolétariat qui paye**, en temps de guerre comme en temps de paix..

Dans un pays comme la Suède, pays **impérialiste** riche de l'exploitation non seulement de son propre prolétariat et du prolétariat immigré, mais aussi, comme les autres pays impérialistes, de l'exploitation des prolétaires des pays pauvres, qu'est-ce que les prolétaires ont en commun avec «leur» bourgeoisie? **Rien!**

Ils ont par contre **tout** en commun avec leurs frères de classe de toutes les catégories, de tous les secteurs, de toutes les nationalités et de tous les pays. La force de la classe dominante ne réside pas seulement dans son monopole du pouvoir politique et économique, mais aussi dans le fait que la classe prolétarienne est divisée, fragmentée, reste une somme brute d'individus mis en concurrence les uns avec les autres. La rage exprimée dans la semaine de flammes de Stockholm comme déjà à Londres et Paris est une rage individuelle qui s'est manifestée de manière élémentaire contre autos, vitrines et affrontements contre la police jusqu'à épuisement de l'énergie qui s'était accumulée. La «*normalité*» bourgeoise a pu alors reprendre le dessus et les jeunes prolétaires issus de l'émigration sont retournés à leur existence sans travail et sans espoir, jusqu'à la prochaine révolte!

La seule issue réside dans la perspective de la **reprise de la lutte de classe**.

Les prolétaires doivent rompre les liens qui les attachent à la bourgeoisie; ils doivent se réorganiser sur le terrain de la lutte pour

la défense exclusive de leurs seuls intérêts propres, reprendre la voie de l'organisation indépendante de classe comme l'ont déjà fait les prolétaires européens à l'époque des révolutions du dix-neuvième et du début du vingtième siècle. La lutte entre bourgeois et prolétaires est née avec le capitalisme et elle ne se terminera que lorsque le capitalisme sera détruit; il n'y aura plus alors de classes en lutte parce que la société ne sera plus basée sur la propriété privée, le marché, l'argent, le profit.

Mais pour atteindre cet objectif – qui est l'objectif historique du prolétariat mondial – les prolétaires doivent relever la tête, entrer en lutte sur le terrain de classe et s'organiser indépendamment de tout intérêt bourgeois et petit-bourgeois. Sur cette voie ils auront toujours à leur côté le **parti communiste révolutionnaire** qui, parce qu'il possède le programme révolutionnaire anticapitaliste et qu'il concentre dans ses thèses et ses bilans historiques les expériences des luttes de classe du passé, victoires comme défaites, sera capable de diriger la révolution prolétarienne et la lutte sans trêve, internationaliste et internationale, contre le capitalisme et la société bourgeoise.

Les «*hooligans*» de Stockholm et de Londres comme les «*racailles*» de Paris dans leur rage aveugle et impuissante sont un signal aux bourgeois de tous les pays que la véritable lutte contre les effets de la crise capitaliste n'a pas encore commencé – parce que la lutte de classe prolétarienne n'a jamais été et ne sera jamais l'explosion passagère d'une rage sociale, sans aucun doute justifiée par la misère croissante produite par le capitalisme:

c'est la lutte d'une classe qui se reconnaît dans des objectifs radicalement anticapitalistes et dont le but est la fin de toute société divisée en classes et l'avènement d'une société où le travail humain servira à satisfaire les besoins de l'espèce humaine, et non ceux du marché!

31/5/2013

A propos de la constitution d'un «réseau syndical international»

A la fin du mois de mars dernier s'est tenu à Paris une réunion syndicale internationale, organisée par *Solidaires* (les syndicats SUD), la *CGT* d'Espagne (un petit syndicat à la réputation d'organisation combative) et le syndicat brésilien *CSP Conlutas* (une scission du syndicat CUT, dirigée par les trotskystes de la LIT) qui a réuni plus de deux cent personnes; des représentants d'organisations syndicales «alternatives» ou «de base» de près de trente pays d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Amérique Latine y ont participé; parmi les plus nombreuses étaient les organisations italiennes: coordination *No Austerità*, organisations syndicales alternatives (*Sicobas*, *CUB*), fraction d'opposition dans la *CGIL* (*rete 28 aprile*), les libertaires de l'*USI*, etc.

A l'issue de la réunion il a été décidé la constitution d'un «Réseau syndical international de solidarité et de lutte». Il ne s'agit pas, selon l'*Appel* publié à cette occasion (1), d'une nouvelle organisation syndicale, mais d'un réseau de coordination à l'échelle internationale du syndicalisme de lutte.

«Le syndicalisme auquel nous nous identifions ne saurait donner son aval à des pactes avec les pouvoirs établis pour valider des mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes la nécessaire transformation sociale. Notre syndicalisme vise au renversement du modèle économique fondé sur l'hégémonie de la finance, du profit et de la compétitivité» (...)

«Notre syndicalisme associe la défense des travailleurs et des travailleuses à une volonté de profond changement social. Il ne se limite pas au terrain revendicatif économique, mais il englobe des questions comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, l'écologie, l'anticolonialisme, etc.» affirme encore l'*Appel*.

L'«ERREUR THÉORIQUE» DE BATTAGLIA COMUNISTA

La constitution de ce réseau a suscité la critique de *Battaglia Comunista*, organisation qui se réclame de la Gauche Communiste d'Italie (2). Pour *Battaglia*, les organisations comme la coordination *No Austerità*

se placent sur une base théorique fautive quand elles affirment que les bureaucraties syndicales sont les premières responsables de la «*fragmentation des luttes*», au lieu de comprendre que c'est la «pratique syndicale» elle-même et la croyance dans des syndicats rouges qui est «*l'obstacle à surmonter sur les lieux de travail pour relancer la lutte de classe*» (3).

Le réseau syndical international exprime, selon *Battaglia*, «une erreur théorique encore plus grave que la précédente, parce que non seulement on se fait des illusions et on donne des illusions aux prolétaires sur le fait que le syndicalisme puisse encore être un instrument utile pour le conflit de classe, mais qu'il pourrait même être le véhicule de luttes pas seulement économiques, mais politiques, comme l'égalité entre les sexes, le refus de toute discrimination, la défense de l'environnement. Toutes questions centrales, absolument fondamentales pour jeter les bases d'une société radicalement différente de celle où nous vivons, mais qui sont insolubles tant que le capitalisme et son régime classiste reste sur pied.

Ceci étant dit, il est évident que le syndicat, dont le rôle se situe entièrement à l'intérieur des mécanismes de conservation du système capitaliste, ne pourra certainement pas se poser comme guide pour le dépassement révolutionnaire de la société bourgeoise».

Les professeurs es-marxisme de *Battaglia* condamnent donc doctement les tenta-

tives d'organisation prolétarienne, tant au niveau national qu'au niveau international, au nom de la théorie.

Mais en réalité ce sont eux qui commettent une grave erreur théorique, de type idéaliste, qui les place en opposition aux besoins réels de la classe ouvrière. Ils veulent bien admettre l'existence au cours de la lutte revendicative de «*comités d'agitation et de grève*», d'«*organes d'assemblées avec des délégués révocables à tout moment*»; mais à condition que ces formes organisationnelles, tant que nous ne sommes pas en présence d'une situation pas pré-révolutionnaire qui mettrait «à l'ordre du jour la création des **conseils ouvriers**», disparaissent dès que la lutte se termine. Selon leur position traditionnelle, «depuis que le capital est entré dans sa phase monopoliste», les syndicats ne peuvent plus «*jouer le rôle de courroie de transmission entre la classe et ses avant-gardes politiques vraies ou présumées*»; ils constituent même «le principal frein à la reprise de la lutte de classe sur le terrain de l'anti-capitalisme et aussi un obstacle au plein développement de la lutte sur le simple terrain revendicatif».

Essayons de clarifier la question complètement embrouillée par *Battaglia*.

Les grandes organisations syndicales actuelles et leur pratique constituent sans aucun doute un frein ou un obstacle à la reprise de la lutte anticapitaliste, et même à la seule lutte revendicative immédiate qu'ils ne soutiennent qu'en la contenant strictement dans les limites de ce qui est compatible avec le bon fonctionnement du capitalisme, quand ils ne la sabotent pas dès qu'elle risque de prendre une certaine ampleur.

C'est bien pourquoi apparaissent des tentatives, plus ou moins confuses sans doute, d'organisation indépendante des appareils syndicaux irréversiblement intégrés dans le système bourgeois de collabo-

(Suite en page 6)

A propos de la constitution d'un «réseau syndical international»

(Suite de la page 5)

ration de classe! Mais déduire de ce fait incontestable, que toute organisation prolétarienne pour la lutte immédiate est inévitablement condamnée à passer du côté bourgeois quand elle ne disparaît pas à la fin de la lutte, et que toute «pratique syndicale» (lutte sur des objectifs immédiats et limités) est un obstacle à la lutte anticapitaliste, est une absurdité.

Les prolétaires ne peuvent pas ne pas lutter contre les attaques capitalistes qu'ils subissent en permanence; cette élémentaire lutte de résistance n'est certes pas encore la grande lutte révolutionnaire, mais elle est cependant **vitale** car, comme le disait Marx, «si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure» (4): une classe ouvrière réduite à l'impuissance et entièrement soumise aux capitalistes serait incapable de se lancer à l'assaut révolutionnaire de ces derniers.

C'est dans ces luttes, si elles sont menées de façon correcte, que les prolétaires peuvent prendre conscience de leur force, unir leurs rangs, et devenir capables d'entreprendre des mouvements «de plus grande envergure»; pour reprendre l'expression d'Engels, les luttes deviennent alors une «école de guerre du communisme». Et pour mener ce combat, pour se défendre contre l'exploitation patronale et l'oppression bourgeoise, les prolétaires ont un besoin vital d'une organisation permanente, qu'il ne faut pas péniblement reconstruire à chaque lutte: la *previous organization* de Marx qui doit exister avant que n'éclate la lutte, bref, ce qu'on appelait autre fois un **syndicat de classe**.

Il est vrai qu'aujourd'hui – «à l'époque du capitalisme monopoliste» – la puissance totalitaire de la bourgeoisie est bien plus grande qu'elle ne l'était au début du vingtième siècle, et donc que les efforts d'organisation prolétarienne indépendante sont bien plus difficiles et leurs résultats bien plus aléatoires. Mais cela ne peut être une raison pour condamner ces efforts et pour s'opposer à toute perspective d'organisation de classe pour la lutte revendicative, sauf à considérer que la puissance de la bourgeoisie est éternelle; mais alors c'est à la lutte politique et à la perspective révolutionnaire, bien plus difficiles, qu'il faut renoncer!

Lorsque l'organisation de classe renaît, dans une période de tension sociale élevée et d'affaiblissement relatif de la domination bourgeoise, elle pourra sans aucun doute prendre les formes les plus variées, suivant les pays et les situations; mais la caractéristique de cette organisation de classe pour la défense «immédiate» des intérêts prolétariens (sur le plan strictement «économique», salarial, comme sur le plan plus large de la défense des conditions de vie et de travail, de la lutte contre la répression et les discriminations, etc.) sera d'être **ouverte** à tous les prolétaires prêts à se mobiliser et à lutter, indépendamment de leurs conceptions politiques, philosophiques ou religieuses.

Selon le matérialisme, la participation de ceux-ci à la lutte est la seule voie pour rendre manifeste la contradiction entre la défense de leurs intérêts et les conceptions réactionnaires que, dans leur masse, ils ne peuvent pas ne pas avoir en tant que membres de la classe exploitée, écrasée et dominée, y compris idéologiquement, par la bourgeoisie; et donc pour permettre aux éléments les plus combattifs de rejeter ces conceptions.

Pour la grande majorité du prolétariat, il ne faudra rien moins que la révolution afin que se réalise cette émancipation intellectuelle. Comme l'écrivait Marx contre l'idéalisme: «La révolution est nécessaire non seulement parce qu'il n'y a pas d'autre moyen pour renverser la classe dominante; elle l'est également parce que seule une révolution permet de se débarrasser de toute la pourriture du vieux système qui lui colle

après et de devenir ainsi capable de former la société sur des bases nouvelles» (5).

Tant que subsiste la domination de la bourgeoisie, seule une **petite minorité** de prolétaires se trouve en condition de rejeter toute l'idéologie bourgeoise, d'acquiescer la *conscience communiste* et par conséquent d'adhérer au parti de classe qui, défendant les intérêts historiques et généraux du prolétariat, avance la perspective de la destruction du capitalisme et de l'instauration de la société communiste. Cela ne signifie pas que la masse des prolétaires reste passive: elle est au contraire capable d'entrer en lutte – et même de faire la révolution! – avant d'avoir pleinement «pris conscience» de ces intérêts généraux et des voies et moyens pour les réaliser.

Les «révolutionnaires» qui considèrent avec dédain les luttes immédiates ou qui condamnent les efforts de prolétaires qui essaient de s'organiser de manière indépendante pour mener ces luttes en y opposant la «construction du parti» rompent avec le marxisme et le matérialisme: mais ils montrent surtout leur incompréhension du difficile mouvement réel de la classe ouvrière vers son émancipation et de l'apport que doivent lui donner les communistes.

NÉCESSITÉ FONDAMENTALE D'UNE POSITION DE CLASSE

Les initiatives comme celles de la création de ce réseau international ou d'autres coordinations, correspondent à une **nécessité objective** de la lutte prolétarienne; elles doivent être appréciées et jugées sur la façon dont elles répondent à ce besoin et non par rapport à des théorisations idéalistes d'une lutte prolétarienne qui pourrait être d'emblée révolutionnaire et dirigée par le parti.

Dans une situation où ses difficultés économiques croissantes, ses crises récurrentes, obligent le capitalisme à intensifier l'exploitation, à dégrader les conditions de vie et de travail prolétariennes et donc à accroître le despotisme à tous les niveaux, l'incapacité des appareils syndicaux à défendre les intérêts ouvriers et leur soumission à l'ordre établi, vont devenir de plus en plus évidents; cela suscitera des réactions prolétariennes et des tentatives d'organisation pour remédier à la «carence» syndicale. Cependant il est compréhensible que ces réactions aient le plus grand mal à se libérer des influences réformistes, collaborationnistes, démocratiques, pacifistes, etc., en un mot **bourgeois** qui sont aujourd'hui dominants et dont y compris les organisations prétendument «révolutionnaires» se font les vecteurs: on ne peut rompre facilement et rapidement avec des décennies de praxis collaborationniste et d'intoxication réformiste, démocratique, pacifiste et légaliste.

C'est en tout cas l'exemple que donne le

«Réseau international», à en juger par ses déclarations. *Battaglia* a sans aucun doute tort de critiquer le fait que le Réseau veuille mener la lutte aussi sur un plan non strictement économique et immédiat, mais de nature politique parce que, selon elle, cela relève du domaine exclusif du parti; mais elle a cependant raison de critiquer l'utilisation de «concepts interclassistes», comme celui de «peuple». C'est en fait là où gît le problème; que des organisations prolétariennes ne se cantonnent pas aux strictes revendications économiques immédiates, mais touchent à des problèmes plus larges, se hissent à un niveau **politique** au vrai sens du terme, est pas seulement inévitable; c'est **positif** parce que cela ouvre la possibilité de dépasser l'étroussée spontanée, corporative, catégorielle ou autre, sur laquelle s'appuie la pratique syndicale collaborationniste du réformisme. Mais à la condition qu'il s'agisse non d'une politique bourgeoise, mais d'une politique **prolétarienne, de classe!** Le Réseau affirme son «autonomie par rapport à toute organisation politique», mais il n'est pas autonome par rapport à la **politique réformiste**, c'est-à-dire la politique de soumission en définitive aux intérêts bourgeois. L'Appel déclare s'opposer «frontalement au patronat, aux gouvernements et aux institutions qui sont à leur service», mais ce n'est pas un hasard s'il ne parle pas d'**opposition frontale au capitalisme, de lutte de classe**, ni, bien sûr, de **révolution**.

Le texte affirme sans doute que le Réseau défend les intérêts de la classe ouvrière, mais pour ajouter aussitôt que ces intérêts s'«articulent» (?) avec ceux des peuples du monde, autrement dit d'autres classes. Mais une véritable organisation ouvrière de classe se caractérise par la défense **exclusive** des intérêts prolétariens, indépendamment et s'il le faut contre les intérêts de toutes les autres classes, y compris des couches petites-bourgeoises les plus proches. Si dans les périodes révolutionnaires, ces dernières peuvent se tourner vers le prolétariat, c'est dans la mesure où celui-ci a fait la démonstration de sa force et de sa capacité à combattre l'oppression et la misère des masses, à résoudre la crise mortelle où est plongée la société capitaliste, par la seule solution possible: le renversement révolutionnaire du pouvoir bourgeois et l'instauration de son propre pouvoir; et non parce qu'il aurait repris à son compte tout ou partie des intérêts de ces classes.

Rien de cela dans l'Appel, et pour cause!

On y trouve au contraire les traditionnelles formules réformistes lénifiantes et insipides de «*transformation sociale*» pour aboutir à une société fondée sur le «partage des richesses» (donc pas de remise en cause de la production capitaliste de celles-ci, seulement de leur répartition!), les «*droits des travailleurs*» (donc pas de remise en cause de l'existence de travailleurs et de non-travailleurs, d'exploités et d'exploiteurs!), le «*développement écologique soutenable*» (donc pas de remise en cause du développement capitaliste, seulement de ses conséquences sur l'environnement!!!): cette

société n'est que le fumeux rêve petit-bourgeois d'un capitalisme amélioré! Pour définir leur objectif, l'Appel écrit qu'il s'agit de «*renforcer, étendre, rendre plus efficace un réseau du syndicalisme combatif, démocratique, alternatif, féministe, internationaliste*». Apparemment ce syndicalisme n'est donc ni de classe, ni anticapitaliste, ni révolutionnaire...

Selon certains commentaires, ce texte, tel qu'il a été adopté, représentait «un point d'équilibre» entre les diverses organisations – c'est-à-dire les divers courants politiques – qui ont participé à la réunion (6): si c'est le cas, cela signifie que le réformisme, peut-être combatif et alternatif **en paroles**, est au fond ce qui les réunit tous. Quoi qu'il en soit, il était difficile de s'attendre à autre chose si l'on se souvient que *Solidaires* qui hébergeait le rassemblement, s'est **dans les faits** intégré à l'Intersyndicale qui, véritable **état-major antiprolétarien** collaborant avec l'Élysée, a empêché il y a 2 ans une véritable lutte contre la réforme des retraites! Cela permet d'apprécier à leur juste valeur les déclarations de combativité et d'opposition frontale aux politiques patronales et gouvernementales...

Les révolutionnaires marxistes et les prolétaires d'avant-garde doivent participer et contribuer dans la mesure de leurs possibilités aux tentatives d'organisation prolétarienne indépendante qui ne manqueront pas de se produire; mais pour que ces efforts soient fructueux, il est indispensable qu'ils mènent une lutte résolue pour battre en brèche toutes les orientations réformistes, même «alternatives», «radicales» ou d'«extrême gauche», qui y sont présentes.

Seule une **position de classe**, une rupture avec le réformisme clairement affirmée et effectivement suivie, peut en effet faire en sorte que ces éventuelles organisations résistent à l'influence bourgeoise et constituent des points d'appui réels aux combats prolétariens, sinon elles sont condamnées à retomber dans le camp ennemi.

(1) <http://www.sudeducation.org/Appel-du-Reseau-syndical.html> A notre connaissance aucun compte-rendu officiel de ces journées n'a été publié.

(2) *Battaglia Comunista* est l'organe du *Partito Comunista Internazionale* qui, avec la *Communist Workers Organization* britannique, anime la *Tendance Communiste Internationale* (anciennement *Bureau International pour le Parti Révolutionnaire*). C'est de la rupture avec ce courant au début des années 50 que date la constitution du parti dont nous nous revendiquons.

(3) <http://www.leftcom.org/it/articles/2013-06-12/critica-al-coordinamento-no-austerita-e-al-sindacalismo-radical>

(4) cf «*Salaires, prix et profits*», ch. XIV. Il s'agit d'un exposé fait par Marx en juin 1865 au Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs (Première Internationale).

(5) cf Marx Engels «*L'idéologie allemande*», I, A. *Editions Sociales* 1972, p.101.

(6) cf <http://www.emancipation.fr/spip.php?article889>

Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière

(Suite de la page 1)

que par conséquent on peut ce permettre d'emprunter des directions variées et de recourir à de multiples manœuvres dans le domaine de l'action, signifie simplement qu'on ne voit pas façon marxiste quel est le véritable problème à résoudre pour parvenir au choix des méthodes d'action.

LA SIGNIFICATION DU DÉTERMINISME

Revenons sur la signification du déterminisme.

Les événements sociaux sont-ils engendrés par des forces incoercibles, en créant chez les hommes diverses idéologies, théories et optiques, ou bien peuvent-ils être modifiés par la volonté plus ou moins consciente des hommes?

La méthode propre au parti prolétarien résout cette question en en bouleversant complètement les bases traditionnelles. En effet, on a toujours posé le problème et prétendu le résoudre à l'échelle de l'individu isolé, pour en déduire ensuite la solution applicable à la société tout entière, alors qu'il s'agit au contraire de considérer la collectivité à la place de l'individu. Par ailleurs, on entendait toujours par collectivité cette abstraction métaphysique qu'est la société de tous les hommes, alors que pour le marxisme une collectivité est un regroupement concrètement défini d'individus qui, dans une situation historique donnée, ont des intérêts parallèles découlant des rapports sociaux, c'est-à-dire de leur place dans la production et dans l'économie – et ces regroupements sont précisément les **classes**.

La capacité de comprendre exactement

les rapports dans lesquels elles vivent et d'exercer sur eux une certaine influence n'est pas la même pour toutes les classes sociales de l'histoire humaine. Chaque classe historique a eu son parti, son système d'opinions et de propagande; avec la même insistance, chacune a prétendu interpréter exactement le sens des événements et pouvoir les diriger vers un but plus ou moins vaguement défini. Le marxisme fournit la critique et l'explication de toutes ces théories et montre que les diverses généralisations idéologiques étaient le reflet dans les opinions des conditions et des intérêts des classes en lutte.

Dans cette succession de luttes entre partis et organismes étatiques de classe, engendrées par des intérêts matériels et suscitant des représentations politiques et philosophiques, la classe prolétarienne moderne se présente, une fois que les conditions sociales de sa formation ont mûri, avec des

Nature, fonction et tactique...

capacités nouvelles et supérieures, tant parce qu'elle possède une méthode non illusoire d'interprétation de tout le mouvement historique, que par l'efficacité concrète de sa lutte sociale et politique pour influencer sur le déroulement général de ce mouvement.

Cette notion fondamentale a été énoncée par les marxistes dans ces phrases célèbres et classiques: «*Avec la révolution prolétarienne, la société humaine sort de sa préhistoire*»; «*La révolution socialiste constitue le passage du monde de la nécessité à celui de la liberté*».

Il s'agit donc de sortir de la banale alternative traditionnelle: l'homme est-il maître de sa volonté, ou bien est-il déterminé par son milieu? La classe et son parti ont-ils conscience de leur mission historique et puisent-ils dans cette conscience théorique la force de la réaliser pour une amélioration générale du sort de l'humanité, ou bien sont-ils entraînés dans la lutte, vers le succès ou vers l'échec, par des forces supérieures et inconnues?

Il faut d'abord se demander de quelles classes et de quels partis il s'agit, quelle est leur situation à l'égard des forces productives et du pouvoir d'Etat, quel cycle historique elles ont parcouru et quel autre leur reste à parcourir selon les prévisions de l'analyse critique.

Pour les doctrines religieuses, la cause des événements réside hors de l'homme, dans la divinité créatrice, qui a tout établi et a même cru devoir concéder à l'individu une certaine liberté d'action, dont il devra répondre dans une autre vie. Il est évident qu'une telle solution du problème de la volonté et du déterminisme est complètement abandonnée par l'analyse sociale marxiste.

Avec ses prétentions à une critique illuministe et son illusion d'avoir éliminé tout présupposé arbitraire et révélé, la philosophie bourgeoise propose une solution tout aussi fallacieuse. En effet, le problème de l'action y est toujours réduit au rapport sujet-objet et, dans les versions anciennes comme dans les versions modernes des divers systèmes idéalistes, le point de départ est recherché dans le sujet individuel, dans le *Moi*: il réside en effet dans le mécanisme de la pensée de l'individu, et se traduit par la suite dans l'action de celui-ci sur le milieu naturel et social. De là le mensonge politique et juridique du système bourgeois, qui déclare que l'homme est libre et lui accorde, en tant que citoyen, le droit d'administrer la

chose publique, et donc également ses propres intérêts, selon l'opinion mûrie dans sa propre tête.

L'interprétation marxiste de l'histoire et de l'action humaine, si elle a donc exclu l'intervention de toute influence transcendante et de tout verbe révélé, rejette d'une façon tout aussi totale le concept bourgeois de libre volonté de l'individu, en montrant que ce sont ses besoins et ses intérêts qui expliquent son comportement et son action - ses opinions, ses croyances et ce qu'on appelle sa conscience n'étant que les effets ultimes de facteurs plus complexes.

En passant du concept métaphysique de conscience et de volonté du Moi, à la notion réelle et scientifique de connaissance théorique et d'action historique et politique du parti de classe, le problème se trouve clairement posé et il est possible d'en trouver la solution.

Cette solution a une signification originale pour le mouvement et le parti du prolétariat moderne dans la mesure où, pour la première fois, nous avons une classe sociale qui est poussée à briser les vieux systèmes et les vieilles formes politiques et juridiques qui entravent le développement des forces productives (tâche révolutionnaire qu'ont eue aussi les classes sociales précédentes), non pas pour se constituer en une nouvelle classe dominante, mais pour établir des rapports de production qui permettront d'éliminer la pression économique et l'exploitation d'une classe par l'autre.

Le prolétariat dispose donc d'une plus grande clarté historique et d'une influence plus directe sur les événements, que les classes qui ont dirigé jusqu'ici la société.

Cette aptitude historique particulière, cette faculté nouvelle du parti de classe prolétarien, doit être suivie dans le processus complexe de ses manifestations au cours de l'histoire que le mouvement prolétarien a connu jusqu'ici.

LE RÉFORMISME GRADUALISTE SOCIAL-DÉMOCRATE

L'influence qu'exerça sur le prolétariat la phase de développement pacifique et apparemment progressif du monde bourgeois dans la dernière partie du XIXe siècle se manifesta par le révisionnisme de la IIe Internationale, qui aboutit à l'opportunisme concrétisé par la collaboration des socialistes aux gouvernements bourgeois, en temps de paix comme en temps de guerre.

Il semblait alors que l'expansion du capitalisme n'entraînait pas, contrairement au schéma classique de Marx, l'exaspération inexorable des contradictions de classes, de l'exploitation et de la paupérisation du prolétariat. Il semblait que tant que le monde capitaliste pourrait s'étendre sans provoquer de crise violente, le niveau de vie des classes travailleuses pourrait s'améliorer graduellement à l'intérieur même du système capitaliste. Le réformisme élabora sur le plan théorique ce schéma d'une évolution menant sans heurts de l'économie capitaliste à l'économie prolétarienne et, dans le domaine pratique, il affirma en toute cohérence que le parti prolétarien pouvait développer une action positive axée sur la réalisation quotidienne de conquêtes partielles - syndicales, coopératives, administratives, législatives - qui devenaient autant de noyaux du futur système socialiste à l'intérieur du régime actuel, qu'ils devaient peu à peu transformer complètement.

On abandonna l'idée que le parti devait soumettre toute son action à la préparation d'un effort final visant à réaliser les conquêtes maximales, pour adopter une conception foncièrement volontariste et pragmatiste: l'activité quotidienne était présentée comme une réalisation solide et définitive que l'on opposait à la vacuité de l'attente passive d'une grande victoire future qui devait résulter de l'affrontement révolutionnaire. (...)

Pour en revenir au révisionnisme gradualiste, de même que la réalisation du programme maximum du parti était éclipsée par les conquêtes partielles et quotidiennes, de la même façon on préconisait la fameuse tactique d'alliance et de coalition avec des groupes et des partis politiques qui, tour à tour, consentiraient à appuyer les revendications partielles et les réformes proposées par le parti prolétarien.

Dès cette époque, une critique fondamentale fut portée contre cette pratique: l'alignement du parti, aux côtés d'autres formations politiques, sur un front changeant suivant les problèmes d'actualité qui divisaient le monde politique à un moment donné, conduisait nécessairement à dénaturer le parti, à obscurcir sa clarté théorique, à affaiblir son organisation et à compromettre sa capacité à encadrer la lutte des masses prolétariennes dans la phase de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Que le parti rejoigne un des deux camps qui se partagent l'opinion à propos de la

solution à donner à quelque problème brûlant mais contingent, et la nature même de la lutte politique fera que toute l'action des militants se concentrera sur ce sujet transitoire et sur ce but immédiat, au détriment de la propagande pour le programme et de la cohérence avec les principes du mouvement. Ainsi prendra corps dans les groupes de militants une orientation reflétant directement et de façon immédiate les mots d'ordre du moment.

La tâche du parti devrait être - comme les sociaux-démocrates eux-mêmes l'admettaient en paroles - de concilier l'intervention dans les problèmes quotidiens et les conquêtes partielles avec la sauvegarde de sa physionomie programmatique et de sa capacité de se placer sur son terrain de lutte propre pour le but suprême de la classe prolétarienne.

Mais en réalité, l'activité réformiste fit non seulement oublier aux prolétaires leur préparation révolutionnaire de classe, mais conduisit les chefs et les théoriciens du mouvement eux-mêmes à la rejeter ouvertement pour proclamer que désormais, il n'était plus question de s'occuper des réalisations maximales, que la crise révolutionnaire finale prévue par le marxisme n'était elle aussi qu'une utopie, et que seules importaient les conquêtes de chaque jour. «*Le but n'est rien, le mouvement est tout*» devint la devise commune aux réformistes et aux syndicalistes.

La crise du réformisme éclata dans toute son ampleur avec la guerre, qui anéantissait le postulat historique d'un adoucissement continu de la domination capitaliste. Les richesses collectives accumulées par la bourgeoisie et dont une maigre part était destinée à l'amélioration apparente du niveau de vie des masses, furent jetées dans la fournaise de la guerre: non seulement toutes les améliorations réformistes furent englouties dans la crise économique, mais la vie même de millions de prolétaires fut sacrifiée.

Parallèlement, alors que la fraction demeurée saine des socialistes entretenait encore l'espoir que cette manifestation violente de la barbarie capitaliste arracherait les groupes prolétariens à la collaboration de classe pour les jeter dans une lutte générale ouverte en vue de la destruction du système bourgeois, on assista au contraire à la crise et à la faillite de toute, ou presque toute, l'organisation prolétarienne internationale. (...)

(A suivre)

« Il Comunista » Nr.130-131 - Aprile-Luglio 2013 Nell'interno

• Turchia, Brasile, Egitto: la crisi economica e le pesanti differenze sociali spingono i proletari, i sottoproletari e gli appartenenti alle classi medie a rivoltarsi contro una società che aggrava sempre più le loro condizioni di esistenza quotidiana.

• Il capitalismo si nutre di sudore e sangue proletario! Sete di profitto e guerra di concorrenza capitalistica continuano ad uccidere i lavoratori in ogni paese del mondo! Solo organizzandosi sul terreno della lotta di classe e per la rivoluzione anticapitalistica i proletari possono fermare questa inesorabile carneficina!

• Sciopero generale in Portogallo

• Le periferie proletarie di Stoccolma esplodono contro una società che difende soltanto la proprietà privata, il mercato, il denaro, il capitale schiacciando nella miseria, nell'umiliazione e nella disperazione la maggioranza della gioventù proletaria nativa o immigrata.

• Continua la corsa a tappe per trasformare i grandi rivoluzionari in articoli di commercio e, quindi, in icone inoffensive (Intermezzo alla serie «Amadeo Bordiga nel cammino della rivoluzione»)

• Amianto: centinaia di morti all'anno in Italia, una strage continua

• In Canada come a Viareggio. Catastrofe ferroviaria a Lac-Mégantic: criminale è la legge del profitto

• Minatori in rivolta nel Kirghizistan

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abbonamento: 8 €, 25 FS; £ 6 - Abbonamento di sostegno 16 €, 50 FS; £ 12.

Quelle réaction au meurtre de Clément Méric?

Le 6 juin dernier, Clément Méric, militant du groupe «*Action Antifasciste Paris-Banlieue*» tombait sous les coups d'un membre du groupe néo-nazi «*Troisième Voie*», dans un affrontement lors d'une vente de vêtements.

La mort du jeune étudiant de 18 ans (il militait aussi à Sud Etudiant Sciences-Po) a suscité une grande émotion; elle a été condamnée par tous les partis de droite comme de gauche (même le Front National que Mélenchon et d'autres ont rendu responsable de ce crime), une minute de silence a été observée à la chambre des députés, début juillet le gouvernement dissolvait les groupuscules néo-nazis *Troisième Voie* et *Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires*, etc.

Les militants d'AAPB ont crié à la récupération politique des partis de gauche, ils ont hué Hidalgo lors de la manif organisé par le Parti de Gauche le 6 juin, ils ont pris à partie l'UMP Nathalie Kosciusko-Morizet.

S'indigner de la récupération politique est une réaction très légitime, mais il serait beaucoup plus important de s'interroger sur ce qui rend la récupération possible.

Quelques jours plus tard, AAPB signait un appel à une manifestation de protestation contre le meurtre de leur militant avec ce même P.G. et d'autres partis et organisations réformistes (y compris des souverainistes ayant des rapports troubles avec *Troisième Voie*!)(1).

Le 27 juin Sud Etudiant Sciences-Po publiait un communiqué «*Clément, assassiné une deuxième fois*» pour protester

contre les affabulations de certains médias affirmant que celui-ci avait provoqué les fachos: «*Non Clément n'est pas un agresseur*» (...), il «*défendait des idéaux qui vont à l'encontre de la haine*». Un simple pacifiste, donc? Et le communiqué se lamentait que lors d'une élection dans le Lot, le «*Front Républicain*» (alliance entre partis de droite et de gauche contre le Front National) ait «*disparu dans une quasi-indifférence générale*» que n'aurait «*peut-être pas*» partagé Clément Méric (2).

Pourquoi donc crier à la récupération si on est partisan de l'union avec les partis bourgeois de droite et de gauche et si on envisage la «*lutte antifasciste*» comme une lutte contre la violence?

Les prolétaires ont face à eux un ennemi de classe implacable qui maintient sa domination par tous les moyens, violents ou non. Ils devront nécessairement avoir recours à la violence non seulement pour abattre le pouvoir bourgeois, mais pour résister à ses attaques menées par les forces légales ou «*illégal*» de la conservation sociale. Pour mener leur lutte, ils devront faire disparaître tous les «*Fronts Républicains*» avec les forces bourgeoises, mais aussi toutes les alliances avec les **agents de la bourgeoisie** que sont les organisations réformistes; animés par la **haine de classe** (qui selon Lénine est l'expression la plus haute de la conscience de classe), ils devront sans hésiter **agresser** les défenses et les défenseurs de l'ordre établi, qu'ils se présentent sous des dehors «*démocratiques*» ou «*fascistes*».

Nous publions ci-dessous la réponse que nous avons faite à un groupe proposant de réagir à l'assassinat de Clément Méric:

(...) Vous dites refuser «*la récupération politique de cet assassinat*» et vous écrivez que «*le fascisme est un danger réel pour la classe ouvrière*».

Si vous parlez de la situation actuelle en France, il faut voir l'évidence: **le fascisme ne constitue pas un danger réel pour la classe ouvrière**; il l'a été il y a 80 ans, il pourra le redevenir demain, mais il ne l'est certainement pas aujourd'hui!

Pendant depuis des décennies, une prétendue «*menace fasciste*» est à intervalles réguliers brandie par les partis de gauche ou d'extrême gauche. Il y a près de trente ans Mitterrand permettait au Front National d'accéder au parlement et de se constituer en parti important au niveau national, donnant ainsi corps à l'épouvantail de la «*menace fasciste*». Le FN est sans aucun doute un parti d'extrême droite, raciste et anti-ouvrier, mais il est présenté comme radicalement différent des partis républicains de droite et de gauche qui dirigent alternativement l'Etat bourgeois; et comme un péril pour la «*démocratie*» (c'est-à-dire l'ordre établi), bien commun à toutes les classes sociales, à défendre s'il le faut par le «*front républicain*».

Pendant les presque trois décennies qui ont suivi, nous avons eu droit à une propagande permanente sur cette menace que

(Suite en page 8)

Quelle réaction au meurtre de Méric?

(Suite de la page 7)

ferait peser le FN sur la «démocratie française». Cette manœuvre grossière, confortée par divers groupes et mouvements d'extrême gauche, a contribué non seulement à maintenir la popularité chancelante des partis réformistes, mais, pire encore, à maintenir la «légitimité» de l'Etat bourgeois et de son système de domination politique «démocratique».

La démonstration la plus grotesque a été l'appel à voter Chirac en 2002 par pratiquement tous les partis de gauche et d'extrême gauche (à l'exception de Lutte Ouvrière qui, hypocritement, laissait ses électeurs libres de faire ce qu'ils voulaient, à condition de ne pas s'abstenir et de ne pas voter Le Pen...) pour «faire barrage» à la menace du FN; tous apportaient ainsi leur soutien au représentant qualifié de la bourgeoisie impérialiste française avec le slogan «*votez escroc, pas facho!*»

Lorsque entre les deux guerres mondiales la menace fasciste devint une réalité tangible, les partis sociaux-démocrates et staliniens y répondirent par la formule de «**l'antifascisme démocratique**», c'est-à-dire l'union interclassiste des ouvriers avec les bourgeois démocrates, ayant comme objectif la défense de la forme démocratique de l'Etat bourgeois; les ouvriers renonçaient à défendre leurs propres intérêts de classe, ils renonçaient à la lutte pour leurs objectifs révolutionnaires, ils renonçaient à leur indépendance de classe et ils se mettaient à la remorque d'une fraction de la classe dominante. L'histoire a démontré que **jamais** ces fronts antifascistes n'ont empêché la victoire du fascisme, mais que par contre ils ont **toujours** empêché la classe ouvrière de se défendre contre les capitalistes, qu'ils soient «démocratiques» ou «fascistes»!

C'est la raison pour laquelle, après qu'il ait, de plus, permis l'embrigadement des prolétaires dans la deuxième boucherie impérialiste mondiale, l'antifascisme démocratique est devenu partie intégrante de l'idéologie bourgeoise dominante.

C'est pour cela que tous les partis, de droite ou de gauche, ont communiqué dans la condamnation du meurtre de Méric: ils ont voulu «récupérer» politiquement l'indignation face au meurtre, parce que derrière le drapeau de l'antifascisme démocratique elle était éminemment **récupérable**.

Depuis 68 ans, depuis la fin du régime fasciste sénile de Pétain, il n'y a plus eu de menace fasciste réelle en France (pour la bonne raison que la classe ouvrière n'ayant jamais été en situation de menacer réellement le pouvoir bourgeois, celui-ci n'a jamais eu besoin d'y recourir), mais il y a eu

presque en permanence utilisation de l'antifascisme démocratique pour cimenter l'interclassisme et renforcer la soumission à l'Etat bourgeois, en effrayant périodiquement les prolétaires par des «menaces fascistes» montées en épingle ou inventées.

De ce point de vue, **rien** n'a changé aujourd'hui.

A l'occasion de la campagne réactionnaire contre le «mariage pour tous» organisée par l'Eglise catholique et l'UMP, les petits groupes d'extrême droite ont incontestablement trouvé une nouvelle vigueur et ils se sont livrés à de nombreuses exactions; mais il n'empêche que la menace à laquelle fait face aujourd'hui la classe ouvrière ne vient pas de l'extrême droite ou des groupuscules fascistes, elle vient du gouvernement du Parti Socialiste et des Verts.

Vous écrivez justement que ce gouvernement est à la solde du patronat; avec l'aide ouverte ou cachée mais irremplaçable des directions syndicales, il réussit à faire passer toute une série de mesures anti-ouvrières beaucoup plus facilement que n'aurait pu le faire un gouvernement de droite, sans susciter jusqu'ici de réaction de lutte.

Il menace aussi: son refus de l'amnistie sociale est un avertissement très clair vis-à-vis des travailleurs combatifs et des futurs manifestants, souligné encore par les déclarations de Valls selon lesquelles la police veille à tout risque de «radicalisation» dans les luttes.

Le gouvernement ne se contente pas de menacer; comme vous le soulignez, il arrête, emprisonne et déporte des prolétaires qui n'ont commis d'autre crime que de ne pas avoir leurs papiers en règle, il amplifie la chasse aux Roms initiée par le gouvernement précédent, provoquant et approuvant de véritables pogroms contre ces derniers, il couvre les forces de répression policière qui régulièrement tuent des jeunes des quartiers populaires et des travailleurs immigrés; de façon générale il attise le nationalisme et le chauvinisme qui divisent les travailleurs, tout en continuant à l'extérieur la politique impérialiste criminelle traditionnelle du capitalisme français.

Dans ces conditions, parler d'une menace fasciste ne peut aboutir qu'à minimiser ou faire oublier la «menace» actuellement incomparablement plus grande et plus meurtrière de l'Etat bourgeois et des forces politiques qui sont au gouvernement de cet Etat.

On peut en trouver la démonstration dans l'appel unitaire aux manifestations des 22 et 23 juin, signé y compris par les antifas-

correspondre à des besoins politiques et à une implantation dans les divers pays. La constitution d'une section du parti en Espagne a rendu possible la publication d'un organe de bataille politique, devenu nécessaire par le développement d'une situation de tensions sociales croissantes qui poussera de plus en plus de prolétaires à la recherche des réponses marxistes à la crise du capitalisme.

En 1974, l'éditorial du premier numéro du journal en espagnol (*El Comunista*) écrivait:

«Les éléments d'avant-garde qui ont tiré de leurs expériences de luttes la conclusion que la lutte contre l'opportunisme est une partie indispensable de la lutte anticapitaliste; ceux qui ne se contentent pas d'attendre passivement l'effondrement automatique du système, ou la "prise de conscience spontanée des masses", ou la conversion miraculeuse de l'opportunisme; ceux qui ne croient pas aux solutions offertes par des couches sociales "marginales" et étrangères au procès de production capitaliste; ceux qui ne reconnaissent pas comme des objectifs du prolétariat des améliorations de l'esclavage salarié, obtenues par le rejet de l'action de classe et l'acceptation comme éternel de l'ordre bourgeois; ces éléments, à qui nous nous adressons, constituent aujourd'hui, sans aucun doute, une minuscule fraction de la déjà très petite minorité constituée par les forces qui tendent à rompre avec l'opportunisme. Mais leur rôle est fondamental et décisif pour la conquête des couches prolétariennes les plus avancées, et, par conséquent, des larges masses, dans la perspective stratégique du communisme. Cependant ils ne pourront jouer ce rôle qu'à la condition de disposer d'une orientation politi-

cistes «radicaux» du mouvement auquel appartenait Méric: réformiste et pacifiste, cet appel s'est concrètement traduit, dans certaines villes au moins, par le slogan contre-révolutionnaire «non à la violence»!

Si une union a pu ainsi se former autour d'organisations, dites «de gauche», pro-bourgeoises (y compris le PS et les Verts) et sur leurs bases politiques, c'est bien parce que tous, des «antifascistes radicaux» aux réformistes ouvertement pro-capitalistes, ont au fond en commun une chose essentielle:

la défense d'une forme politique particulière de l'Etat bourgeois, «démocratique», au nom de l'antifascisme.

Non, la bourgeoisie ne se prépare pas aujourd'hui à «recourir au fascisme» comme votre texte semble le dire; **non** elle n'envisage pas aujourd'hui «la destruction des organisations de classe du prolétariat», d'abord pour la simple raison que de telles organisations n'existent pas; **non** le problème n'est pas aujourd'hui de «faire barrage au fascisme».

La bourgeoisie n'envisage le recours au fascisme, c'est-à-dire à la **guerre civile**, que lorsque le prolétariat devient une menace réelle pour sa domination, lorsqu'il commence à échapper au contrôle des organisations réformistes, lorsqu'il perd ses illusions dans la démocratie, la légalité et les élections, lorsqu'il se lance dans des luttes de grande ampleur, non plus seulement défensives, mais offensives, lorsqu'il commence à se rassembler dans des organisations de classe.

Aujourd'hui, malheureusement, il n'y a rien de tel; la méthode démocratique de gestion de la situation sociale et politique marche encore à merveille pour la bourgeoisie; les organisations syndicales collaborationnistes jouissent toujours de leur influence sur la classe ouvrière (celles que la presse bourgeoise appellent sans rire les «non-réformistes» se préparent à nous refaire le coup de la pseudo-lutte contre la réforme des retraites), les travailleurs continuent encore en grande partie à participer au cirque électoral et à soutenir, bon gré mal gré, les partis réformistes «contre la droite», demain peut-être «contre l'extrême droite et les fascistes»; et de toute façon ils hésitent même à se lancer dans des luttes défensives dures – ce qui est compréhensible étant donné le sabotage des appareils syndicaux et l'absence de véritable organisation de classe pour ces luttes.

Cette situation ne durera pas éternellement, mais si on ne veut pas tomber dans de graves erreurs politiques il faut la voir en face.

Pour des militants révolutionnaires communistes, il est impérieux de refuser et de dénoncer la «récupération politique», comme vous l'écrivez, par des forces au service

de la bourgeoisie; mais on ne peut refuser la récupération qu'en refusant les erreurs d'analyse de la situation qui la rendent possible et les fausses conceptions qui la rendent inévitable.

Aujourd'hui le problème n'est donc pas de faire barrage à une menace fasciste, mais, en quelque sorte, de **faire barrage à l'antifascisme démocratique!**

Dit d'une autre façon et de manière plus générale, le problème est d'œuvrer à la rupture de tous les liens, de toutes les alliances, de tous les fronts, implicites ou explicites, qui, pour une raison ou pour une autre, lient les prolétaires et les militants d'avant-garde aux forces qui se font les agents de la classe dominante, et aux orientations de collaboration de classe correspondantes; car cette rupture est indispensable afin que le prolétariat puisse se réorganiser sur des bases de classe et retrouver la voie de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Ses propres amis politiques ont utilisé le cadavre de Clément Méric pour promouvoir un front avec des adversaires de l'émancipation prolétarienne; le saluer en tant que militant révolutionnaire implique non seulement de s'opposer à de tels fronts mais de combattre les orientations politiques qui y mènent:

Pas de subordination de la lutte prolétarienne au respect d'impératifs prétendument au dessus des classes mais en fait bourgeois, pas de défense tactique de la démocratie bourgeoise, pas d'alliance «temporaire» avec des démocrates bourgeois ou des réformistes, aucune concession «momentanée» au légalisme et au pacifisme, aucun soutien à l'Etat bourgeois et à ses institutions politiques ou autres!

(1) Les souverainistes du M'PEP publient sur leur site des articles d'une organisation d'extrême droite, le «*Cercle des Volontaires*» qui est proche de «*Troisième Voie*».

(2) cf <http://sudsciencespo.wordpress.com/2013/06/25/clement-assassine-une-deuxieme-fois/>

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Troisième liste 2013

Alain: 60,00 / Jacques: 17,00 / Paris: 600,00 / Tewfik: 100,00 / Victor: 50,00

Total liste: 827,00

Total général: 3020,50

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

Une nouvelle publication du parti en Espagne El proletario

Depuis la fin de l'année dernière paraît en Espagne une nouvelle publication du parti: *El proletario*.

La grave crise politique subie par le parti au début des années quatre-vingt fit voler en éclats le petit réseau international de l'organisation. Grâce au travail de bilan des crises qu'avait traversées le parti au cours de ses trente ans d'histoire, une activité internationale centralisée put reprendre, même si c'était à une échelle inévitablement très modeste.

En 1987 la revue théorique *Programme Communiste* recommençait sa publication, suivie en 1990 de la revue théorique en langue castillane, *El Programa Comunista*. Il faudra attendre 2002 pour que nous puissions publier un bulletin en langue anglaise, *Proletarian*.

C'est la même année que commencèrent à être publiés des «suppléments» à *El Programa Comunista*, pour faire connaître aux prolétaires et aux militants hispanophones d'avant-garde les positions de notre organisation sur des questions plus proprement politiques et de l'«actualité»: le premier numéro était ainsi consacré au coup d'Etat manqué au Venezuela.

L'extension des publications du parti dans diverses langues ne peut être obtenue par des expédients de type volontariste, mais elle doit

que claire et achevée et une structure organisationnelle qui lui correspond. Ce journal exprime nos efforts pour contribuer à ces tâches».

C'est ce même effort que nous reprenons aujourd'hui avec *El Proletario*, pour continuer à transmettre aux éléments d'avant-garde du prolétariat les orientations et les méthodes de notre courant, qui seules pourront permettre la reconstitution du parti de classe, le futur **parti communiste mondial** qui aura à diriger la lutte du prolétariat pour renverser le capitalisme international et instaurer son pouvoir dictatorial.

« el proletario »

Órgano del partido comunista internacional
No 2 - Abril de 2013

- Sólo la lucha llevada a cabo con medios y métodos de clase puede dar alguna esperanza al proletariado de que logrará vencer a la burguesía y a su sistema de explotación y miseria
- Capital, ocio y miseria
- A la muerte de Santiago Carrillo (I)
- Contra los recortes y los despidos, los proletarios deben recuperar la huelga como arma de clase
- Notas sobre el sindicalismo rojigualda
- ¡Abajo la intervención imperialista en MALI! ¡Abajo el imperialismo francés!

Precio del ejemplar: Europa: 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.